



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ORDONNANCE PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2012

RAPPORT DE PRESENTATION

**ORDONNANCE PORTANT BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2012**

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2011	4
I.1 Situation économique récente	4
I.2 Situation des finances publiques en 2011	4
I.2.1 Les ressources	4
I.2.2 Les dépenses	7
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET DE L'ANNEE 2012	10
II.1 Perspectives économiques en 2012	10
II.2 Composantes du projet de budget 2012	11
II.2.1 Les ressources	12
II.2.2 Les dépenses	14
II.3 Actions prioritaires	18
CONCLUSION	20

INTRODUCTION

Le projet de budget 2012 s'inscrit dans la poursuite des efforts de normalisation de la situation socio-politique engagés par le Gouvernement au lendemain de la grave crise post-électorale. Cet engagement se traduit par la mise en place d'un nouveau Gouvernement le 1^{er} juin 2011 et de la «Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation», visant à instaurer une paix durable. Cette détermination se poursuit à travers la dynamisation du processus démocratique avec l'organisation des élections législatives en décembre 2011, qui seront suivies en 2012 par celles des municipales et des Conseils Régionaux.

Au niveau économique, les efforts du Gouvernement pour la normalisation de la situation devraient conforter la reprise des activités et permettre de renouer avec la croissance en 2012. Dans ce cadre, le renforcement du partenariat entre l'Etat et le secteur privé et la consolidation de la coopération financière internationale constitueront des axes majeurs.

Les premiers résultats de cette orientation favorable de l'environnement se traduisent par une reprise plus rapide qu'attendue de l'activité économique, constatée quelques mois seulement après la crise. Cette bonne tendance de la conjoncture économique conjuguée avec les avancées dans la normalisation de la situation socio-politique a permis de conclure, avec les partenaires au développement, un programme économique et financier soutenu par la Facilité Elargie de Crédits pour la période 2012-2014 et d'obtenir un accord de restructuration de la dette des créanciers membres du club de Paris.

La poursuite des efforts d'assainissement des finances publiques et des réformes structurelles engagées dans les secteurs clés de l'économie tels que celui de l'énergie, de l'agriculture, des mines, devrait aboutir à une consolidation de la croissance à des niveaux soutenus. Déjà pour l'année 2012, ces bonnes perspectives permettent d'envisager une reprise des activités qui devraient induire un taux de croissance de l'économie de 8,5% contre -5,8% en 2011.

Toutefois, les marges de manœuvres budgétaires restent encore limitées eu égard à la multiplicité des priorités et à l'insuffisance des ressources. En vue d'optimiser l'allocation des ressources et d'assurer l'efficacité des actions de lutte contre la pauvreté, ce projet de budget marque le passage progressif d'un budget de moyens à un budget de résultats à travers l'expérimentation des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) dans les secteurs de l'Education et de la Santé.

Le projet de budget 2012 qui porte la marque d'un contexte empreint d'espoir, prend en compte notamment les besoins de reconstitution du tissu économique et les aspirations profondes de bien être des populations.

Le présent rapport présente l'évolution de la situation économique et financière en 2011 et les perspectives économiques ainsi que les principales composantes du budget 2012.

I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2011

I.1 Situation économique récente

L'économie mondiale qui se relevait de la crise financière avec un taux d'évolution de 5,1% en 2010 contre -0,7% en 2009, devrait connaître de nouvelles perturbations en 2011 induisant un taux de croissance de 4%. Ce fléchissement de l'activité est lié aux difficultés de reprise économique aux Etats-Unis, aux catastrophes naturelles en Asie ainsi qu'à la crise de l'endettement en Europe.

Au niveau de la zone UEMOA, la croissance devrait avoisiner 1,2% en 2011 contre 4,3% en 2010. Cette croissance en deçà de la moyenne de l'Afrique Subsaharienne estimée à 5%, est en rapport avec les répercussions de la crise qu'a connue la Côte d'Ivoire.

Au plan national, la crise post-électorale a affecté profondément l'ensemble des secteurs d'activité. Toutefois, les actions vigoureuses mises en œuvre par le Gouvernement pour relancer l'économie, devraient permettre d'atténuer la baisse des activités matérialisée par un taux de croissance de -5,8% contre -6,3% initialement projeté. Cette relative amélioration s'expliquerait par une évolution meilleure que prévue des secteurs primaire et tertiaire.

En effet, l'analyse par secteurs montre un retournement favorable du secteur primaire lié à la production de cacao et d'or. Par contre, le secteur secondaire devrait reculer de 9,7% en rapport avec la destruction de nombreuses unités de production et les pillages enregistrés.

L'inflation devrait ressortir au delà de la norme communautaire fixée à 3%, en rapport avec l'augmentation des prix des produits alimentaires, consécutive aux difficultés d'approvisionnement du marché.

Au niveau de la demande, la consommation finale devrait baisser de 5,5% en rapport avec le repli de la consommation des ménages (-5,2%) et de la consommation publique (-6,7%). Ce fléchissement des consommations serait imputable aux effets de la crise post électorale,

notamment, la perturbation des circuits de distribution et la fermeture des banques durant le premier trimestre.

Quant à l'investissement, il a souffert des effets négatifs de la crise enregistrant un repli de 13,5% imputable tant à la composante publique (-11,2%) que privée (-14,7%). Ce recul est lié principalement à la fermeture de certaines entreprises et à l'attentisme des investisseurs privés.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations et les exportations ont enregistré des replis respectifs de 8,6% et de 3,2% du fait de la baisse du niveau des activités et du volume de la production du café.

I.2 Situation des finances publiques en 2011

Le budget 2011 d'un niveau de 3 050,4 milliards adopté au mois de juin, couvre la période du 26 avril à fin décembre 2011. Ce budget intégrait un besoin de financement d'un montant de 360,5 milliards, qui a été couvert notamment par des gains de 212,1 milliards sur les échéances exigibles des créanciers membres du Club de Paris, suite à la restructuration au terme de l'accord signé le 15 septembre 2011. En outre, des décaissements complémentaires d'appuis budgétaires de 88,7 milliards de la Banque Mondiale et du FMI ont contribué à la couverture de ce gap de financement.

Par ailleurs, la couverture totale de ce besoin de financement a été assurée grâce à une amélioration du recouvrement des recettes fiscales, consécutive à la reprise plus rapide que prévue de l'activité économique sous l'impulsion des mesures urgentes de soutien mises en œuvre par le Gouvernement.

I.2.1 Les ressources

Les ressources du budget 2011, prévues à 3 050,4 milliards, se sont établies à 3 103,6 milliards, soit un taux de mobilisation de 101,7%. Cette

performance est imputable notamment, aux efforts de recouvrement des recettes fiscales et de mobilisation des appuis budgétaires. Elle s'explique également par les gains issus de la restructuration des échéances du Club de Paris.

Les réalisations de ressources au titre de la gestion se répartissent entre les recettes intérieures pour 2 252,3 milliards et les ressources extérieures pour 851,3 milliards, intégrant les contreparties des échéances restructurées de la dette extérieure.

Les réalisations de **recettes fiscales** qui se sont établies à 1 425,3 milliards avec un surplus de 209 milliards par rapport aux prévisions de 1 216,3 milliards, sont liées aussi bien à la bonne tenue de la fiscalité intérieure que des recettes de porte.

Au titre de la **fiscalité intérieure**, il se dégage une plus-value de 142 milliards, liée principalement au bon niveau de recouvrement du BIC hors pétrole, des revenus de gaz, des impôts sur les revenus et salaires, des impôts sur les revenus et capitaux mobiliers et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Ces impôts ont généré globalement une plus-value de 141,6 milliards en s'établissant à 562,1 milliards contre 420,5 milliards prévus. Cette performance est en rapport avec la reprise accélérée de l'activité économique depuis le troisième trimestre.

Concernant les **recettes de porte**, elles ont été recouvrées à hauteur de 620,2 milliards contre 553,2 milliards prévus, soit une plus-value de 67 milliards, liée principalement à la bonne tenue des droits et taxes à l'importation recouverts à hauteur de 399,2 milliards contre une prévision de 343 milliards.

Le recouvrement au titre des produits pétroliers a généré un excédent de 14,3 milliards en rapport avec l'ajustement net positif de la base taxable du gasoil. Ce résultat est également lié à l'accroissement des volumes de gasoil mis à la consommation à hauteur de 28,8 millions de litres et au relèvement du taux de la Taxe Spécifique Unique sur le super carburant (115,6 FCFA contre 89,5 FCFA) en liaison avec les cours internationaux.

Quant aux taxes sur les marchandises générales, elles ont été recouvrées à 321,2 milliards avec une plus-value de 41,9 milliards, en rapport avec la reprise de l'activité économique dont l'impact positif a été constaté sur les quantités d'importation du riz, des produits des industries alimentaires, des boissons et tabacs ainsi que des produits des industries chimiques.

Au niveau des **droits et taxes à l'exportation**, les recouvrements se sont chiffrés à 221 milliards contre les prévisions de 210,3 milliards. L'impact de la chute du prix international du cacao a été compensé par l'effet de rattrapage de l'exportation du stock de la campagne précédente, frappé par l'embargo.

Le niveau de recouvrement des **autres ressources intérieures** se chiffre à 68,1 milliards contre un objectif de 65,4 milliards, soit une plus-value de 2,7 milliards. Ce résultat est imputable aux recettes des services et plus particulièrement aux commissions sur transferts, ainsi qu'aux revenus du domaine. Toutefois, cette performance est contrariée par le faible niveau de décaissement sur le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), prévu à hauteur de 10 milliards dont la réalisation s'est située à 4,1 milliards.

Les **émissions de titres publics** sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser 758,9 milliards à fin décembre, comprenant 160,2 milliards d'emprunts obligataires, 226,4 milliards de bons du Trésor, 339,5 milliards d'obligations du Trésor et 32,8 milliards de crédits relais garantis par l'Agence Française de Développement.

En effet, les interventions de l'Etat sur ces marchés en 2011 ont été centrées sur les bons et obligations du Trésor à plus d'un an pour rompre avec la pression qu'exerçaient les titres publics à très courtes échéances sur la trésorerie.

Les réalisations de **ressources extérieures** intégrant les appuis budgétaires, les tirages sur projets et les gains issus de la restructuration de dette, se sont établies à 851,3 milliards contre 964,2 milliards prévus.

Les **appuis budgétaires** mobilisés à un niveau exceptionnel de 494,8 milliards, provenant de l'Agence Française de Développement

(229,6 milliards), du Fonds Monétaire International (121,7 milliards), de la Banque Mondiale (71,5 milliards), de la Banque Africaine de Développement (70 milliards) et de l'UEMOA (2 milliards).

Les tirages sur **les emprunts et dons projets** se sont établis respectivement à 30,6 milliards et à 21,9 milliards pour des prévisions de 67,8 milliards et de 18,7 milliards. Ces décaissements ont été obtenus principalement auprès de la Banque Mondiale (21,9 milliards), de la Banque Islamique de Développement (9,8 milliards), de la BADEA (7,9 milliards), du fonds OPEP (4,4 milliards), de la BAD (3 milliards) et de la BOAD (2,5 milliards).

Les mobilisations au titre **des dons programmes** se sont situées à 11 milliards contre 5,8 milliards prévus. Ces réalisations se rapportent au Programme d'Assistance Post-Crise financé par la Banque Mondiale.

Tableau 1 : Réalisation des recettes budgétaires en 2011

Natures des ressources	Gestion 2011		Taux d'exéc. (%)
	Ordonnance	Estimation	
Données en milliards			
RESSOURCES INTERIEURES	2 086,2	2 252,3	108,0%
Recettes fiscales	1 216,3	1 425,3	117,2%
dont BIC pétrole et gaz	156,9	154,9	98,7%
Taxes d'extraction pétrole et gaz	67,2	66,8	99,4%
TVA (hors part secteur électricité)	69,2	101,0	145,9%
Taxes sur produits pétroliers	63,7	78,0	122,5%
Taxes sur marchandises générales	279,3	321,2	115,0%
Droits Unique de Sortie (DUS)	210,3	221,0	105,1%
Recettes non fiscales	43,0	45,6	106,2%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	0,0	0,4	
Versement des entreprises	0,3	0,2	74,0%
Redevance téléphonie cellulaire	5,4	4,8	88,8%
Recettes non fiscales du Trésor	24,0	28,6	119,2%
FIMR	10,0	4,1	40,6%
Avance de PETROCI	22,4	22,5	100,5%
Titres publics - émissions	804,6	758,9	94,3%
RESSOURCES EXTERIEURES	964,2	851,3	88,3%
Échéances restructurées	54,0	270,4	500,4%
Emprunts programmes	437,3	494,8	113,1%
Prêts-projets	67,8	30,6	45,1%
Dons	24,5	32,9	134,1%
<i>Dons-projets</i>	18,7	21,9	117,1%
<i>Dons-programmes</i>	5,8	11,0	188,6%
Crédits adossés à l'allocation de DTS	20,1	22,7	112,9%
Autres financements	360,5	0,0	
TOTAL GENERAL	3 050,4	3 103,6	101,7%

Source : DGBF, DGTCP, DGE

I.2.2 Les dépenses

Au terme de la gestion 2011, l'exécution des dépenses du budget s'est établie à 3 041,6 milliards contre 3050,4 milliards. Ces réalisations comprennent les dépenses de la dette publique (43,5%), les dépenses de personnel (23,7%), les autres dépenses ordinaires (21,2%), les dépenses de sortie de crise (2,5%) et les dépenses d'investissement (9,1%).

Le **service de la dette publique** a été exécuté à hauteur de 1 322,1 milliards contre 1291,5 milliards prévus. Ce niveau d'exécution concerne la dette intérieure pour 71% et la dette extérieure pour 29%.

L'exécution des échéances de la **dette intérieure** s'est établie à 938,6 milliards contre 914,2 milliards prévus. Ce montant prend en compte l'encours des bons à 1 an restructurés en bons à 2 ans et en Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de 3 et 5 ans négociés avec les créanciers.

Les règlements effectifs au titre de la dette intérieure se situent à 167,6 milliards. Ces règlements ont été principalement effectués au profit des souscripteurs d'emprunts obligataires (28,5 milliards), d'obligations du trésor (7,8 milliards) et de bons du trésor au titre des charges d'intérêts (65,1 milliards).

Ces règlements portent également sur les remboursements au profit du groupe PFO (7 milliards), de la BCEAO (3,9 milliards), des fournisseurs pour leur dette titrisée (10 milliards) et des banques commerciales (33,2 milliards dont 19 milliards à la BICICI au titre de la dette SIR et 13,4 milliards pour les crédits relais).

Le service de la **dette extérieure** s'est exécuté à hauteur de 383,5 milliards pour une prévision de 377,3 milliards. Ce niveau intègre 270,4 milliards d'échéances restructurées et restructurables dont 32,4 milliards de rééchelonnement, 165,1 milliards de différé, 51 milliards d'annulation et 21,8 milliards d'échéances restructurables de la Standard Bank London.

Les règlements au titre de la dette extérieure se sont chiffrés à 74,9 milliards. Ils se rapportent aux échéances des créanciers multilatéraux pour 70,8 milliards dont la Banque Mondiale (33 milliards), la BAD (17 milliards),

le FMI (10,9 milliards), la Banque Européenne d'Investissement (2,2 milliards), de l'UEMOA (2 milliards) et de la BOAD (1,7 milliard).

Les paiements au profit des autres créanciers bilatéraux s'élèvent à 3,3 milliards et concernent les fonds koweïtien et saoudien, Eximbank Chine et Inde et l'assistance publique des hôpitaux de Paris.

Au total, les règlements du service de la dette publique se sont chiffrés à 242,5 milliards.

Les dépenses hors dette publique ont été exécutées à hauteur de 1 719,5 milliards à l'intérieur des dotations prévues à 1 759 milliards.

Les **charges de personnel** qui couvrent la période de mars à décembre 2011, s'élèvent à 719,7 milliards pour une prévision de 727,3 milliards. Ces dépenses se décomposent comme suit :

- ✓ la solde des fonctionnaires (451,5 milliards contre 453,8 milliards prévus) ;
- ✓ la solde de la police (56,7 milliards contre 60,6 milliards prévus) ;
- ✓ la solde des militaires (95,6 milliards contre 97,9 milliards prévus) ;
- ✓ les subventions aux EPN et autres organismes (57,4 milliards contre 57,1 milliards prévus) ;
- ✓ les transferts au titre des salaires dans les institutions (33,5 milliards contre 32,9 milliards prévus) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales dans les collectivités décentralisées (4,8 milliards conformément aux prévisions) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et divers (20,2 milliards contre 20 milliards prévus).

La sous-consommation de crédits d'un montant de 7,2 milliards qui se dégage s'explique essentiellement par les gains liés à l'ajournement de la mise en œuvre des nouvelles mesures de revalorisation salariale, à l'annulation du concours de recrutement de la police et au retard accusé

dans le recrutement des ex-combattants démarré en juin au lieu de janvier comme prévu initialement.

Les autres dépenses ordinaires, se sont établies à 646,2 milliards contre 649 milliards prévus.

Les **dépenses d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone** ont été exécutées à 44,2 milliards, à l'intérieur des dotations. Elles comprennent les frais d'abonnement et de consommation d'électricité (27,7 milliards), d'eau (8,9 milliards) et de téléphone (7,6 milliards).

Les **charges de fonctionnement des services et autres interventions de l'Etat** (hors dépenses liées aux actions de sortie de crise) ont été exécutées à hauteur de 602 milliards pour un objectif de 602,7 milliards.

Les *subventions et transferts* prévus à 301,3 milliards, ont été exécutés à hauteur de 312,5 milliards. Cette exécution prend en compte:

- ✓ la subvention au secteur électricité (104,5 milliards) ;
- ✓ la subvention à la marge SIR (4,5 milliards) ;
- ✓ la subvention au secteur coton (7 milliards) ;
- ✓ les transferts au profit des représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (16,9 milliards) ;
- ✓ la subvention aux écoles privées (52,9 milliards) ;
- ✓ les transferts éducatifs (bourses, frais de transport, kits scolaires) pour 42,8 milliards ;
- ✓ les transferts aux communes et départements (14,2 milliards).

Dans le cadre de la couverture partielle de son déficit structurel, *la CGRAE* a bénéficié de 30,4 milliards de subvention.

Les *autres charges de fonctionnement des services* exécutées à hauteur de 248,4 milliards, ont été contenues dans les limites des prévisions de 260,5 milliards.

Les *dépenses sociales ciblées* ont été exécutées à 10,7 milliards comme prévus couvrant le soutien des prix des médicaments et des vaccins

destinés au grand public ainsi que les actions d'appui à la gratuité des soins de santé.

Les **dépenses d'investissement** (hors celles liées à la sortie de crise), ont été exécutées à hauteur de 278,3 milliards contre 297,7 milliards prévus, soit un taux de 93,5%. Ces dépenses ont été financées à 82,6% par les ressources intérieures et à 17,4% par les ressources extérieures.

La réalisation des **dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures** est estimée à 229,9 milliards contre 215,3 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 106,8%, en liaison avec les dispositions spécifiques prises pour assurer l'efficacité dans l'exécution de ces dépenses, notamment l'allègement du processus de passation des marchés. Ce bon résultat est également en rapport avec le dynamisme dans l'exécution des projets du Programme Présidentiel d'Urgence (45 milliards) et la mise à disposition de la contrepartie de l'Etat dans le financement de la construction du troisième pont (42,5 milliards), non totalement prévue.

Ces réalisations intègrent également les grands travaux d'investissement de l'Etat pour 28 milliards et les opérations financées sur le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) pour 4,1 milliards.

Ces dépenses couvrent en outre des activités de construction, de réhabilitation, d'équipement dans des secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de l'agriculture pour un montant de 64,3 milliards.

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures** prévues à 82,5 milliards se sont situées à 48,4 milliards comprenant 26,6 milliards au titre des emprunts projets et 21,9 milliards pour les dons projets.

Au titre des dons projets, les dépenses effectuées concernent principalement :

- ✓ le projet d'urgence infrastructures urbaines (10,8 milliards) ;
- ✓ le projet de Gouvernance et du Développement Institutionnel (1,4 milliard) ;

- ✓ le projet d'Appui à la Revitalisation et à la Gouvernance/APEX-CI (4 milliards) ;
- ✓ le programme de soutien à la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (2 milliards) ;
- ✓ le projet de renforcement des capacités et de modernisation de l'administration financière et du plan (2 milliards).

Au titre des emprunts projets, les dépenses se rapportent principalement :

- ✓ aux travaux de prolongement de l'autoroute du nord (16,7 milliards) ;
- ✓ au projet CI-PAST (3,2 milliards) ;
- ✓ au projet Aménagement Hydro Agricole de M'BAHIKRO (1,9 milliard).

L'exécution des **dépenses liées à la sortie de crise** s'est établie à 75,4 milliards pour des prévisions de 85 milliards. Ces dépenses ont été financées par les ressources intérieures à hauteur de 60,4 milliards et par les concours extérieurs pour 15 milliards.

Ces dépenses ont concerné essentiellement:

- ✓ le paiement du reliquat des arriérés de primes de front (6,7 milliards) ;
- ✓ le règlement d'une partie des arriérés de l'opérateur technique SAGEM (16 milliards) ;
- ✓ les activités de la Commission Electorale Indépendante et de l'INS relatives à l'organisation des élections (17,5 milliards);
- ✓ le recasement des volontaires de l'armée nouvelle et l'appui aux forces armées (2,5 milliards) ;
- ✓ les activités du Centre de Commandement Intégré et du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (7,2 milliards) ;

- ✓ les activités du programme de service civique et de réinsertion (2,5 milliards) ;
- ✓ le Programme d'Assistance Post-Crise (11,2 milliards) ;
- ✓ les projets de reconstruction dans les zones CNO (4,5 milliards).

Au total, l'exécution du budget 2011 a bénéficié d'un contexte favorable soutenu par la bonne avancée dans la normalisation de la situation socio politique et économique ainsi que de l'appui financier des partenaires au développement. Cette gestion se caractérise par une bonne performance dans la mobilisation des ressources et une maîtrise des charges de fonctionnement de l'Etat ainsi qu'une accélération dans l'exécution des dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures, en rapport avec les besoins urgents de reconstruction.

C'est dans cette dynamique de normalisation et de relance économique que s'inscrit le budget 2012.

Tableau 2 : Exécutions des dépenses budgétaires en 2011

Natures des dépenses	Gestion 2011		
	Ordonnance	Estimation	Taux d'exéc. (%)
Données en milliards			
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 291,5	1 322,1	102,4%
Dettes intérieure	914,2	938,6	102,7%
dont Titres publics	732,6	760,2	103,8%
Dettes extérieure	377,3	383,5	101,6%
Échéances exigibles	323,2	113,1	35,0%
Échéances restructurées	54,0	270,4	500,4%
DEPENSES ORDINAIRES (hors crise)	1 376,3	1 365,9	99,2%
Personnel	727,3	719,7	99,0%
Abonnement	46,3	44,2	95,5%
Autres dépenses ordinaires	602,7	602,0	99,9%
DEPENSES DE CRISE	85,0	75,4	88,7%
Trésor	75,1	60,4	80,3%
Financement extérieur	9,8	15,0	152,5%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (hors crise)	297,7	278,3	93,5%
Trésor	215,3	229,9	106,8%
Grands travaux d'investissement	40,0	28,0	70,0%
Programme Présidentiel d'Urgence	45,0	45,0	100,0%
Investissement FIMR	10,0	4,1	40,6%
Emprunts	63,8	26,6	41,6%
Dons	18,7	21,9	117,1%
Dons-projets	18,7	21,9	117,1%
TOTAL GENERAL	3 050,4	3 041,6	99,7%

Source : DGBF, DGTC, DGE

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET BUDGET DE L'ANNEE 2012

II.1 Perspectives économiques en 2012

La croissance de l'économie mondiale en 2012 devrait se maintenir à 4%, avec l'application des mesures envisagées pour corriger le déséquilibre financier en Europe et soutenir la reprise de l'activité aux Etats-Unis.

Dans **la zone UEMOA**, l'activité devrait rebondir avec une croissance attendue à environ 5%, en liaison surtout avec la reprise économique projetée en Côte d'Ivoire.

Sur le plan national, le taux de croissance devrait ressortir à 8,5% en 2012, profitant notamment des opérations d'investissement visant la reconstitution du tissu économique. Cette croissance serait essentiellement tirée par le redressement des activités dans les secteurs secondaire et tertiaire et la consolidation de celles du primaire.

Le secteur primaire qui a affiché une capacité de résistance aux chocs en 2011 devrait poursuivre sa croissance avec un taux de 2,5%, sous l'impulsion des performances de l'extraction minière (6,5%) portée par la production de gaz et d'or. L'agriculture vivrière devrait également croître de 3% comme en 2011, en liaison avec la promotion de la diversification des cultures visant l'autosuffisance alimentaire. Toutefois, l'agriculture d'exportation connaîtrait un recul de 0,6%, imputable à la baisse attendue de la production de cacao.

Le secteur secondaire devrait enregistrer un regain d'activité avec un taux de croissance de 12,6%, après une chute de 9,7% en 2011. Cette évolution est en rapport avec la pleine reprise de l'activité de production et l'amélioration du climat des affaires.

Cette croissance serait tirée par toutes les composantes du secteur, principalement le BTP (31,1%) soutenu par l'augmentation du taux d'investissement public, l'agroalimentaire (11,1%) et les produits pétroliers (18%) en liaison avec la reprise de la demande nationale et sous régionale.

En outre, la production d'énergie ressortirait en hausse de 8% pour soutenir l'activité industrielle et la poursuite du programme de l'électrification rurale.

L'activité tertiaire devrait être en hausse de 13,7%, grâce aux effets d'entraînement du dynamisme du secteur secondaire sur les composantes télécommunications, commerce, transport et autres services. Cette croissance devrait également être soutenue par la normalisation de la situation socio politique, le renforcement de la sécurité et de la fluidité routière.

Les prix à la consommation devraient se situer à 2,2% en 2012 grâce à la bonne évolution de l'agriculture vivrière et aux mesures contribuant à la fluidité de l'approvisionnement des marchés, engagées.

Au niveau de la demande, la confiance retrouvée grâce à l'apaisement de la situation socio politique, couplée à la perspective de l'atteinte du point d'achèvement devraient stimuler la consommation et favoriser les investissements. Ainsi, la consommation finale devrait enregistrer une croissance de 9,5% grâce aux actions entreprises par l'Etat pour améliorer l'environnement des affaires et encourager la création d'emploi. Quant aux investissements, ils connaîtraient une forte augmentation en se situant à 51,5% en 2012 contre -13,5% en 2011. Cette hausse serait liée à la bonne progression des investissements publics et privés soutenue par le renforcement des infrastructures sociales et économiques, le renouvellement de l'outil de production des entreprises, l'implantation d'usines et l'ouverture de nouveaux chantiers notamment, dans le domaine de l'immobilier et du pétrole.

Concernant **les échanges extérieurs**, les exportations afficheraient une croissance de 5,4% en liaison avec la hausse du volume de certains produits d'exportations telles que le café, le coton et l'or. Quant aux importations, elles connaîtraient un regain de 19,8% qui serait porté par les biens intermédiaires et d'équipements. Ainsi, le solde commercial ressortirait excédentaire de 9,6% du PIB.

Les perspectives économiques ainsi décrites constituent les principales hypothèses du projet de budget 2012 qui devrait bénéficier des effets de la

relance des activités économiques notée depuis le deuxième semestre 2011.

II.2 Composantes du projet de budget 2012

Le projet de budget 2012 s'équilibre en ressources et en emplois à **3 160 milliards**. Il affiche une hausse de 3,6% par rapport au budget 2011. Hors service de la dette publique, ce projet de budget 2012 progresse de 29,5%. Cette augmentation est orientée principalement vers les investissements en vue de faire face à la reconstruction post-crise et à la lutte contre la pauvreté.

Tableau 3 : Evolutions des ressources budgétaires

Natures des ressources	Estimation fin 2011	Budget 2012	Variations	
			Valeur	(%)
Données en milliards				
RESSOURCES INTERIEURES	2 252,3	2 505,8	253,5	11,3%
Recettes fiscales	1 425,3	1 853,8	428,5	30,1%
dont BIC pétrole et gaz	154,9	105,2	-49,7	-32,1%
Taxes d'extraction pétrole et gaz	66,8	45,1	-21,7	-32,5%
TVA (hors part secteur électricité)	101,0	169,0	68,0	67,3%
Taxes sur produits pétroliers	78,0	134,2	56,2	72,0%
Taxes sur marchandises générales	321,2	568,0	246,8	76,8%
DUS	221,0	251,7	30,7	13,9%
Recettes non fiscales	45,6	52,0	6,4	14,0%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	0,4	3,0	2,6	
Versement des entreprises	0,2	0,7	0,4	166,9%
Redevance téléphonie cellulaire	4,8	5,7	0,9	18,3%
Recettes non fiscales du Trésor	28,6	24,9	-3,8	-13,1%
FIMR (fons café cacao)	4,1	10,0	5,9	146,1%
Avance de PETROCI	22,5	0,0	-22,5	-100,0%
Titres publics - émissions	758,9	600,0	-158,9	-20,9%
RESSOURCES EXTERIEURES	851,3	654,3	-197,0	-23,1%
Échéances restructurées	270,4	315,3	44,9	16,6%
Emprunts programmes	494,8	166,0	-328,8	-66,5%
Prêts-projets	30,6	78,7	48,1	157,6%
Dons	32,9	52,2	19,4	59,0%
Dons-projets	21,9	42,2	20,4	93,3%
Dons-programmes	11,0	10,0	-1,0	-9,1%
Crédits adossés à l'allocation de DTS	22,7	0,0	-22,7	-100,0%
Autres financements	0,0	42,0	42,0	
TOTAL GENERAL	3 103,6	3 160,0	56,5	1,8%

Source : DGBF, DGTCP, DGE

II.2.1 Les ressources

Les ressources du projet de budget 2012 projetées à 3 160 milliards reposent principalement sur les efforts de recouvrement des recettes intérieures qui représentent 79,3% des ressources totales tandis que les concours extérieurs correspondent à 20,7%.

Les ressources intérieures prévues à **2 505,8 milliards**, sont composées des recettes fiscales (74,0%), des emprunts sur le marché monétaire et financier (23,9%) et des autres ressources intérieures (2,1%).

Les **recettes fiscales** qui constituent la part substantielle des ressources intérieures, sont projetées à **1 853,8 milliards**, en hausse de 428,5 milliards par rapport à l'estimation à fin 2011. Cette projection est soutenue par le renforcement des mesures de sécurisation des ressources de l'Etat avec notamment l'opérationnalisation de l'unicité de caisse. Elle prend en compte également l'élargissement de l'assiette fiscale aux activités du secteur du caoutchouc et de la télécommunication.

Les prévisions de recettes fiscales sont constituées par la fiscalité intérieure pour 899,9 milliards et la fiscalité de porte pour 953,9 milliards.

Au niveau de la **fiscalité intérieure**, l'impôt sur le **bénéfice (hors le bénéfice lié aux activités pétrolières)** est prévu à 95,7 milliards contre un niveau de réalisation estimé à 139,4 milliards en 2011. Cette projection reposant sur les résultats des entreprises au titre de l'exercice précédent, tient compte de la destruction d'au moins 20% des outils et stocks de production lors de la crise post-électorale en 2011.

Parallèlement, **les revenus de pétrole et de gaz** projetés à 150,3 milliards, accusent une baisse de 71,4 milliards par rapport aux estimations de 2011, en raison de la contraction des volumes prévisionnels de production du pétrole qui annihile l'impact de la bonne production attendue du gaz.

En effet, la production de gaz est projetée à 60,7 millions de MMBTU contre 52,4 millions de MMBTU en 2011 tandis que celle du pétrole est prévue à 11,5 millions de barils contre 12,4 millions de barils en 2011, en

rapport avec les perturbations des activités de production consécutives aux investissements en cours.

Pour la valorisation, l'hypothèse du prix moyen du baril retenu est de 109,3 \$ avec le cours du dollar estimé à 463,1 FCFA.

Les prévisions d'**impôts sur les revenus et salaires** sont fixées à **219,1 milliards**, en liaison avec la relance du marché de l'emploi qui devrait accompagner le retour des entreprises délocalisées et l'arrivée de nouveaux investisseurs privés. Cette projection est également liée à la prise en compte de l'impact financier des recrutements nouveaux dans l'administration.

L'**impôt foncier** est projeté à **12,2 milliards** tenant compte de la réorganisation dans la gestion du dossier des contribuables par la création des services d'assiette et de recette spécialement pour l'impôt foncier. Cette projection s'appuie également sur le renforcement des travaux cadastraux.

Les prévisions d'**impôt sur les revenus et capitaux mobiliers** sont fixées à **32 milliards** en rapport avec le besoin de réinvestissement des bénéficiaires, créé par les destructions massives des biens de production lors de la crise post-électorale.

La projection de la **taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** à **169 milliards**, prend en compte le regain d'activités attendu en 2012 et le renforcement du contrôle sur toute l'étendue du territoire. Elle tient compte de la relance de la consommation finale et des investissements privés.

Les **taxes sur les opérations bancaires** sont prévues à **30 milliards**, en rapport avec la reprise progressive des activités des banques et autres établissements financiers sur l'ensemble du territoire.

Les **droits d'enregistrement et de timbre** sont projetés à **125,6 milliards** dont 95,9 milliards au titre des droits d'enregistrement à l'exportation de café et de cacao. Ces projections prennent en compte notamment, les mesures de maîtrise du circuit d'exportation illicite de ces produits vers les pays limitrophes et l'achèvement de la réforme de la filière café-cacao.

Les **accises et autres taxes indirectes** sont attendues à **27,3 milliards**, avec la reprise de l'activité économique et la création de nouvelles taxes notamment sur le caoutchouc et les télécommunications.

Au niveau des recettes de porte, **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** sont projetées à **134,2 milliards** en liaison avec l'augmentation du volume du gasoil et du super carburant consécutive à la pleine reprise de l'activité en 2012.

Quant à **la taxe sur les marchandises générales**, les prévisions sont fixées à **568 milliards**, en liaison avec la reprise de l'activité économique, l'opérationnalisation de la base de données des valeurs et un meilleur contrôle des exonérations. Ces projections reposent également sur la poursuite des autres réformes bénéficiant de l'assistance technique du FMI notamment, la sécurisation et la simplification des procédures douanières, le renforcement des contrôles après dédouanement visant à lutter contre la fraude.

Les projections des **droits et taxes à l'exportation** à **251,7 milliards** reposent sur des quantités respectives de 1 212 480 tonnes et 105 840 tonnes de cacao et de café à exporter.

La nécessité d'honorer les engagements de l'Etat conduit à prévoir le recours au **marché monétaire et financier** à concurrence de **600 milliards** en privilégiant les titres de longue maturité. Ces prévisions sont basées sur la volonté du Gouvernement de stabiliser progressivement les interventions sur le marché à des niveaux soutenables, en matière de gestion de la dette publique.

Ces prévisions comprennent 160 milliards d'emprunts obligataires, 65 milliards de bons du Trésor et 375 milliards d'obligations du Trésor.

Les **autres ressources intérieures** sont projetées à **52 milliards**, en liaison avec le renforcement de la collecte et du reversement effectif des recettes de service. Cette projection s'appuie également sur une politique de rationalisation de la gestion du portefeuille de l'Etat dans les sociétés à participation publique engagée. Ces projections comprennent principalement

les dividendes (13,9 milliards), les recettes de service (11 milliards), les ressources issues du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (10 milliards).

Les ressources extérieures sont prévues à **654,3 milliards** intégrant les contreparties des échéances de dette extérieure restructurées, les appuis budgétaires, les dons et emprunts projets ainsi que les dons programme.

Les gains liés à la restructuration des **échéances** des créanciers membres du Club de Paris se chiffrent à **315,3 milliards** en 2012. Les appuis budgétaires prévus à 166 milliards dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la FEC, sont attendus auprès du FMI et de la Banque Mondiale pour des montants respectifs de 96,3 milliards et 69,7 milliards.

Les tirages sur **emprunts et dons projets** sont prévus respectivement à **78,7 milliards** et **42,2 milliards**. Les emprunts projets sont financés principalement par la Banque Islamique de Développement, la BOAD, le Gouvernement Koweïtien, l'OPEP, la KFW et la BADEA. Quant aux dons projets, ils proviennent principalement de la Banque Mondiale, de la BAD, de l'Union Européenne et du Fonds International de Développement Agricole.

Les dons programmes attendus à hauteur de **10 milliards**, se rapportent au Projet d'Assistance Post Crise (PAPC) financé par la Banque Mondiale.

II.2.2 Les dépenses

Les dépenses du projet de budget 2012, projetées à **3 160 milliards** sont en hausse de 109,6 milliards par rapport à 2011 et de 263 milliards par rapport à 2010.

Ces dépenses sont constituées du service de la dette publique (27,9%), des charges de personnel (29,1%), des autres charges de fonctionnement des services (21,6%), des dépenses d'investissement (19,6%) et des dépenses de sortie de crise (1,8%).

Les échéances du service de la dette publique s'élèvent à **882,1 milliards**, composées de 47,8% de dette intérieure et de 52,2% de dette extérieure.

Tableau 4 : Evolution des prévisions de dépenses budgétaires

Natures des dépenses	Estimation 2011	Budget 2012	Variations	
			Valeur	(%)
Données en milliards				
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 322,1	882,1	-440,0	-33,3%
Dette intérieure	938,6	421,7	-516,9	-55,1%
dont Titres publics	760,2	251,5	-508,7	-66,9%
Dette extérieure	383,5	460,4	76,9	20,0%
Échéances exigibles	113,1	145,1	31,9	28,2%
Échéances restructurées	270,4	315,3	44,9	16,6%
DEPENSES ORDINAIRES (hors crise)	1 365,9	1 602,7	236,8	17,3%
Personnel	719,7	918,7	199,0	27,6%
Abonnement	44,2	47,2	3,0	6,9%
Autres dépenses ordinaires	602,0	636,8	34,8	5,8%
DEPENSES DE CRISE	75,4	55,1	-20,3	-26,9%
Trésor	60,4	45,1	-15,3	-25,4%
Financement extérieur	15,0	10,0	-5,0	-33,3%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (hors crise)	278,3	620,3	342,0	122,9%
Trésor	229,9	499,3	269,5	117,2%
Grands travaux d'investissement	28,0	22,0	-6,0	-21,4%
Programme Présidentiel d'Urgence	45,0	60,0	15,0	33,3%
Investissement FIMR	4,1	10,0	5,9	146,3%
Emprunts	26,6	78,7	52,1	196,3%
Dons	21,9	42,2	20,4	93,3%
Dons-projets	21,9	42,2	20,4	93,3%
TOTAL GENERAL	3 041,6	3 160,0	118,4	3,9%

Source : DGBF, DGTCP, DGE

Le **service de la dette intérieure** est prévu à **421,7 milliards**, en baisse de 492,5 milliards, par rapport à son niveau en 2011. Cette importante baisse est consécutive à la restructuration des titres publics qui a abouti à des échéances de remboursement des titres publics en 2012 d'un montant de 251,5 milliards, comprenant des bons de trésor pour 149,8 milliards. En outre, le service de la dette intérieure intègre les échéances de dette dues au secteur bancaire et non bancaire.

Au titre du secteur bancaire, les échéances à rembourser s'élèvent à 82,7 milliards et concernent l'allocation de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) pour 11,1 milliards, le remboursement des découverts statutaires et des encaisses de la BCEAO pour 27,7 milliards, des créances de la Banque Nationale d'Investissement (BNI) pour 24 milliards, de la BICICI dans le cadre du remboursement de la dette SIR pour 4,8 milliards et des autres banques commerciales pour 15,2 milliards.

Quant au secteur non bancaire, les échéances d'un niveau de 87,5 milliards comprennent le remboursement des dettes titrisées à hauteur de 57,6 milliards dont 18,5 milliards pour les fournisseurs et pour 27,8 milliards les créances du Groupe PFO découlant des conventions entre l'Etat et cette société pour la réalisation des grands travaux d'investissement. Ces prévisions d'échéances intègrent également 2,1 milliards de remboursement au profit du Fond National des Télécommunications.

Le **service de la dette extérieure** projeté à **460,4 milliards**, prend en compte 315,3 milliards d'échéances restructurées du Club de Paris découlant des accords conclus en novembre 2011. Cette restructuration s'est traduite par le rééchelonnement de 43,8 milliards, l'annulation de 59,6 milliards et le différé de 212 milliards d'échéances.

Les échéances exigibles, d'un montant de 145,1 milliards, intègrent 22,1 milliards au titre du Club de Paris qui portent sur les arriérés 2011 consolidés. Elles concernent également le remboursement des créances multilatérales à hauteur de 68,1 milliards dont 33,1 milliards pour la Banque Mondiale, 6,2 milliards pour le FMI et 13,3 milliards pour la BAD. En outre, ce service intègre 40,6 milliards au titre des échéances des créanciers membres du Club de Londres.

Les dépenses ordinaires hors crise, prévues à **1 602,7 milliards**, couvrent les charges salariales, les frais d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone, les charges de fonctionnement des services ainsi que les autres interventions de l'Etat.

Les dépenses de personnel projetées à **918,7 milliards**, sont en hausse de 56,7 milliards par rapport au niveau de 2011. Cette augmentation est liée aux mesures nouvelles dont les principales sont :

- les recrutements nouveaux : 27,3 milliards pour un effectif total de 11 332 agents dont 3 425 enseignants (17,8 milliards), 1 660 agents de santé (0,8 milliard), 1 580 policiers (3,4 milliards) et 1 485 militaires (2,9 milliards) ;
- les reports de traitement de 2011 sur 2012 : 16 milliards ;
- le complément de l'impact en année pleine du recrutement des ex-combattants : 13,5 milliards.

Le niveau projeté de la masse salariale représente 47,1% des recettes fiscales au delà de la norme communautaire fixée à 35%. Ce ratio devrait s'améliorer sous l'effet combiné de l'amélioration des recettes fiscales et de la mise en œuvre de la stratégie de maîtrise de la masse salariale engagée à travers notamment, le recensement général des fonctionnaires et la mise en place du fichier unique de référence de la fonction publique à travers le Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE).

Tableau 5: Prévvision des recrutements nouveaux 2012

	Effectif	Coût (en milliards)
Direction de la Solde	8267	20,95
Secteur Education/Formation	3861	18,70
Instituteur adjoint	1445	4,13
Instituteur ordinaire	680	3,68
Professeur du secondaire	768	5,3
Professeur du supérieur	230	1,46
Autres (éducateurs, conseillers d'éducation, conseillers d'orientation, etc.)	738	4,13
Secteur Santé	1660	0,8
Cadres supérieurs	133	0,16
médecins	105	0,13
Autres cadres supérieurs	28	0,03
Para médicaux	1527	0,64
infirmiers	700	0,29
Sages femmes	400	0,17
Autres para médicaux	427	0,18
Autres secteurs	2746	1,45
Dont ENA	541	0,68
INFJ	50	0,1
Police Nationale	1580	3,40
Elèves commissaires	30	0,073
Elèves officiers	100	0,19
Elèves sous-officiers	1450	3,17
Militaires (élèves gendarmes, EFA, ENSOA)	1485	2,9
TOTAL	11 332	27,25

Les dépenses **d'abonnement et de consommation d'eau, de téléphone et d'électricité** sont prévues à **47,2 milliards** contre 46,3 milliards en 2011, soit une hausse de 2%. Cette évolution tient compte :

- du fonctionnement de tous les services sur l'ensemble du territoire.
- de la création de nouveaux services ;

Les autres dépenses ordinaires hors celles liées à la sortie de crise, sont prévues à hauteur de **636,8 milliards**. Elles couvrent le fonctionnement des services et les subventions de l'Etat au profit des organismes publics et parapublics.

Les charges de fonctionnement des services prévues à **288,5 milliards**, sont en hausse de 10,7% par rapport à 2011, pour poursuivre le rééquipement des services qui ont enregistré d'énormes pillages et dégâts. Cette hausse est également liée au redéploiement effectif de l'ensemble des services sur toute l'étendue du territoire.

Les interventions de l'Etat au profit des organismes publics et parapublics prévues à **348,3 milliards** intègrent notamment :

- la subvention aux écoles privées (51,9 milliards) pour la prise en charges des frais d'écologie des élèves boursiers qui y sont affectés ;
- la couverture du déficit du régime de retraite de la CGRAE (30,5 milliards) qui devrait se réduire substantiellement avec la mise en œuvre des réformes de la CGRAE ;
- le soutien au secteur électricité pour un montant de 76 milliards, prenant en compte l'appui de l'Etat à la résorption du déficit d'exploitation du secteur, à l'augmentation de la capacité de production de la centrale thermique mobile AGGREKO et à la mise en place de nouvelles centrales tampon pour le renforcement de la fourniture en électricité ;
- la subvention au profit de la SIR (10 milliards) dans le cadre de l'amélioration de sa marge de raffinage ;

- la subvention en faveur de la filière coton (7 milliards) ;
- les subventions aux établissements publics nationaux (63,3 milliards).

Au titre des transferts et subventions de l'Etat, figurent également le soutien aux prix des médicaments et vaccins ainsi qu'au coût de la gratuité de la césarienne dans le cadre des dépenses sociales ciblées (15 milliards).

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite du soutien à la redynamisation de l'économie, le Gouvernement prévoit une enveloppe de 7 milliards pour financer diverses actions concourant à cet effet.

Les dépenses d'investissement hors celles liées à la sortie de crise, sont prévues à **620,3 milliards**, en hausse de 108,4% par rapport au budget 2011 et de 79,3% par rapport à celui de 2010. Cette progression se justifie par l'important besoin de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base afin de réduire de manière significative les disparités sociales et soutenir la croissance. Ces dépenses sont financées à hauteur de 80,5% par les ressources intérieures et à 19,5% par les concours extérieurs.

Les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures prévues à 499,3 milliards, enregistrent une hausse de 284 milliards par rapport à 2011 et de 236 milliards par rapport à 2010. Ces prévisions couvrent principalement :

- les opérations du Programme Présidentiel d'Urgence (60 milliards) portant sur le renforcement des actions dans divers domaines de lutte contre la pauvreté tels que la santé, l'éducation, l'électrification rurale, l'adduction d'eau potable, l'assainissement et la salubrité, ainsi que l'entretien et l'aménagement routier;
- les grands travaux d'investissement (22 milliards) ;
- la contrepartie de l'Etat au financement de la construction du troisième pont pour 8 milliards, 42 milliards ayant été déjà payés en 2011 ;

- l'approvisionnement du fond de développement du vivrier pour 1,3 milliard ;
- les actions de développement dans les zones rurales, financées par le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) alimenté par une part de la fiscalité sur la filière café/cacao (10 milliards) ;
- les autres projets d'investissement (398 milliards) portant principalement sur :
 - la construction, la réhabilitation et l'acquisition de bâtiments administratifs (85,6 milliards) dont 9,6 milliards au titre des chancelleries, 15 milliards pour les universités d'Abidjan, 11,4 milliards pour la justice et 6,2 milliards pour les CHU et structures sanitaires spécialisées ;
 - la construction et l'aménagement des voiries (35,8 milliards) ;
 - l'équipement des services administratifs (15,4 milliards) dont 3,6 milliards au titre de la défense et de la sécurité ;
 - le renforcement du plateau technique des structures sanitaires et la promotion de l'éducation-formation pour respectivement 18,6 milliards et 6,6 milliards ;
 - l'appui à la réalisation de logements sociaux et constitution de réserves foncières (8,8 milliards).

Les dépenses d'investissement financées par **les concours extérieurs**, prévues à **120,9 milliards**, sont constituées des emprunts projets à hauteur de 78,7 milliards et de dons projets pour 42,2 milliards. Ces financements concernent notamment :

- les projets d'aménagement et d'entretien routier (BADEA, OPEP, BID, BOAD etc. : 32 milliards) ;

- les projets d'aménagement hydro agricole et d'appui au développement rural (BID, BADEA, UE, BAD, BOAD etc. : 26,1 milliards) ;
- la construction du troisième pont (BOAD, BIDC : 19 milliards) ;
- le Programme d'urgence infrastructures urbaines (IDA : 15 milliards) ;
- l'aménagement du bassin du Gourou (FAD : 5 milliards) ;
- les projets de développement de l'enseignement formation (OPEP : 2,3 milliards) ;
- le programme de renforcement de capacité (2,1 milliards) ;
- le projet d'électrification rural de 23 localités (UE : 2 milliards).

Le financement des **actions post-crise** est prévu à 55,1 milliards contre un niveau de 90,2 milliards exécuté en 2011, pour prendre en compte la consolidation de la paix sociale et de la normalisation de la situation socio-politique à travers la poursuite du processus électoral.

Ces actions sont financées essentiellement sur les ressources intérieures à hauteur de 45 milliards. Elles concernent notamment :

- l'apurement des arriérés de rémunération de SAGEM (12,7 milliards) ;
- la poursuite du volet militaire des accords de Ouagadougou (10 milliards) ;
- l'organisation des échéances électorales locales et régionales (6 milliards) ;
- les engagements liés au redéploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire (5 milliards) ;
- la poursuite de la mission du Programme National de Réhabilitation et de Réinsertion Communautaire (4 milliards) ;
- le programme de service civique (2,5 milliards).

II.3 Actions prioritaires

Outre le service de la dette publique, les actions visant la consolidation de la cohésion sociale, le projet de budget accorde une place de choix aux actions de lutte contre la pauvreté et ainsi qu'au renforcement de la sécurité des personnes et des biens.

❖ Les dépenses de lutte contre la pauvreté

Les dépenses pro pauvres programmées en 2012 à hauteur de **980 milliards**, représentent 7,9% du PIB contre 7,8% en 2010. Ces dotations intègrent 60 milliards au titre du Programme Présidentiel d'Urgence, venant en renforcement des actions menées au sein des ministères techniques. Ces opérations couvrent les activités des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et des ressources halieutiques, des infrastructures de base et assainissement ainsi que de la décentralisation.

Les dotations consacrées au secteur de **l'éducation** se chiffrent à **628,6 milliards** avec une hausse de 18,9% par rapport au budget 2011, couvrant les principaux programmes découlant du DSRP. Les opérations prises en compte se rapportent principalement à la poursuite de l'important programme de réhabilitation des universités qui a démarré en 2011 avec une dotation de 16 milliards et bénéficie de 15 milliards en 2012. Elles concernent également la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires, l'acquisition de manuels et kits scolaires ainsi que de mallettes pédagogiques.

Ces crédits couvrent également le renforcement des moyens de fonctionnement et d'équipement des structures éducatives ainsi que les subventions aux écoles privées. Il est également pris en compte dans ces dotations, la poursuite du programme des cantines scolaires avec une dotation de 2,4 milliards pour suppléer le retrait du Programme Alimentaire Mondial de ce projet.

Le secteur de **la santé** bénéficie de **138 milliards** enregistrant une augmentation de 14,7% par rapport au budget 2011. Les principales actions des programmes de ce secteur concernent le renforcement du

cadre institutionnel du système de santé à travers la reconstitution de l'information sanitaire, l'élaboration de la carte sanitaire nationale et l'amélioration des méthodes de contrôle de gestion. Ces actions se rapportent également au renforcement de l'offre et de l'accessibilité aux soins, à travers l'amélioration du plateau technique, la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et endémies ainsi que la gratuité des actes de santé ciblés.

Le secteur des **affaires sociales** bénéficie d'un crédit de **14,1 milliards** couvrant l'équipement des orphelinats, pouponnières et centres sociaux ainsi que la formation du personnel d'appui.

Les secteurs de **l'agriculture et des ressources halieutiques** sont dotés à hauteur de **46,1 milliards** pour couvrir les actions de promotion, d'encadrement et de formation. Ces actions sont mises en œuvre principalement au moyen des projets d'appui au développement rural, de diversification agricole, de gestion des terroirs et d'équipement rural. Elles prennent en compte également l'appui à l'élevage, à la production laitière, à la pêche, à l'aquaculture et à l'agriculture vivrière, en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Les besoins de renforcement et d'entretien **des infrastructures routières** ont nécessité une dotation de **47,1 milliards** destinée à la construction et à l'entretien des pistes rurales et du réseau routier.

Le projet de budget 2012 porte également une attention particulière au problème **d'assainissement et d'accessibilité à l'eau potable et à l'électricité** avec une dotation de **56,9 milliards** qui prend en compte notamment, la construction des centres de groupage pour la gestion des

ordures ménagères et l'opération de renflouement de la décharge d'Akouédo.

Pour la poursuite de la politique de **décentralisation**, les actions programmées dans les secteurs, autres que ceux de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, bénéficient d'une dotation de **32,1 milliards**.

Dans le cadre de la politique de réduction du chômage et de promotion de l'emploi jeune, le projet de budget 2012 prévoit **13,4 milliards** consacrés au programme du service civique et réinsertion, au programme national de réhabilitation et de réinsertion communautaire, à la constitution du fonds emploi jeune et au soutien des actions de promotion de l'emploi menées par l'AGEPE.

❖ **Les autres actions prioritaires**

En marge des priorités de reconstruction et de lutte contre la pauvreté, le Gouvernement poursuit les efforts dans divers domaines économiques, en renforçant les activités de sécurisation des personnes et des biens ainsi que celles visant l'amélioration du système judiciaire.

Les actions de renforcement de la sécurité des biens et des personnes ainsi que du système judiciaire qui participent à l'amélioration du climat des affaires, bénéficient de dotations respectives de **281,5 milliards** et **37,3 milliards**. Outre les charges salariales, ces dotations sont consacrées notamment, au programme d'urgence sécurité, à la surveillance des frontières, à la réhabilitation des casernes militaires et de police ainsi qu'au renforcement des moyens d'actions des services. Elles prennent en compte également la réfection et le réaménagement de maisons d'arrêt ainsi que de nouvelles constructions au profit du système judiciaire.

CONCLUSION

Le budget 2012 s'inscrit dans la dynamique de normalisation socioéconomique et de relance de la croissance économique. Ainsi, il soutient la poursuite des élections générales, les actions du CDVR et consacre une part substantielle des crédits aux investissements.

A cet effet, la bonne exécution du budget 2012, constitue un défi pour le Gouvernement, en ce que le succès de la politique de relance des investissements est conditionné par l'amélioration de la capacité d'absorption de l'administration publique, tout en garantissant la qualité des ouvrages financés. En outre, l'exécution satisfaisante de ce budget, est un des éléments essentiels devant permettre l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, au terme duquel la Côte d'Ivoire bénéficiera d'un allègement substantiel de sa dette extérieure et de ressources spécifiques destinées à renforcer davantage les investissements notamment, dans le cadre des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D) prévus avec la France.

A cet égard, les dispositions visant à assurer une gestion efficiente et transparente des dépenses publiques doivent être engagées, à travers le renforcement de l'évaluation des ordonnateurs délégués, la formation des acteurs et la production ainsi que la diffusion de rapports d'exécution, pour garantir l'efficacité des opérations.

C'est dans ce cadre également que ce budget introduit la budgétisation par objectif à travers les Cadres de Dépenses à Moyen Terme pour les secteurs pilotes de l'éducation et de la santé, dans une approche de gestion axée sur les résultats.

L'introduction de ce cadre d'élaboration novateur du budget qui doit s'étendre progressivement à l'ensemble des secteurs, implique la nécessité de poursuivre les réformes structurelles dans les différents secteurs de l'économie, afin de consolider les actions d'assainissement engagées dans les programmes économiques et financiers dont a bénéficié notre pays.

ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage Budgétaire 2012

Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales

Annexe 3 : Evolution des recettes non fiscales

Annexe 4 : Evolution des dotations budgétaires des secteurs sociaux

Annexe 5 : Evolution de la masse salariale

Annexe 6 : Dépenses de sortie de crise 2012

Annexe 7 : Evolution des dépenses Pro-Pauvres

Annexe 8 : Evolution des ressources budgétaires

Annexe 9 : Evolution des dépenses budgétaires

Annexe 10 : Evolution de l'exécution des budgets des secteurs prioritaires

Annexe 11 : Dotations par Ministères et Institutions

Annexe 12 : Comparaison des Composantes du Budget de 2009 à 2012

Annexe 13 : Evolution des dépenses prioritaires 2012

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE 2012

RESSOURCES	2010		2011		Projet de budget 2012	DEPENSES	2010		2011		Projet de budget 2012
	Collectif	Estimation	Ordonnance	Estimation			Collectif	Estimation	Ordonnance	Estimation	
RECETTES FISCALES	1 878,8	1 834,9	1 216,3	1 425,3	1 853,8	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	932,3	971,2	1 291,5	1 322,1	882,1
- DGI	971,0	944,9	661,6	802,0	897,0	- Intérieure	477,8	479,6	914,2	938,6	421,7
dont revenus de pétrole	90,5	84,4	109,1	89,5	56,0	dont Remboursement de titres publics	317,0	285,6	732,6	760,2	251,5
revenus de gaz	93,3	87,2	115,0	132,2	94,3	<i>dont Bons du Trésor</i>	236,1	235,7	642,2	655,2	149,8
						<i>Emprunts obligataires TP/CI</i>	66,1	45,5	82,7	92,1	58,4
- TRESOR	8,9	7,9	1,5	3,1	2,9	Remboursement opérateurs pétroliers/PETROCI	33,9	46,9	14,0	14,0	
dont impôts sur revenus et salaires	5,6	5,7	1,2	2,3	2,0	Remboursement de la dette BICICI (opération SIR)	14,3	14,3	19,0	19,0	4,8
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	899,0	882,1	553,2	620,2	953,9	- Extérieure	454,5	491,7	377,3	383,5	460,4
dont DUS	262,2	227,5	210,3	221,0	251,7	dont Échéances dues (FMI, BM, BAD, Club de Paris, Club de Londres...)	157,0	194,7	323,2	113,1	145,1
						<i>dont Club de Paris</i>	49,8	212,3	0,2	0,2	22,1
						<i>Club de Londres</i>	28,1	26,8	29,2	29,2	40,6
						<i>Échéances rééchelonnées, différées</i>	155,6	154,3	8,0	197,6	255,7
						<i>Échéances restructurables</i>	55,8	55,8	21,8	21,8	0,0
						<i>Annulation de dette</i>	86,0	86,9	24,2	51,0	59,6
AUTRES RESSOURCES INTERIEURES	95,3	76,4	43,0	45,6	52,0	DEPENSES ORDINAIRES (hors dépenses de crise)	1 473,2	1 459,6	1 376,3	1 365,9	1 602,7
- Privatisation et ventes d'actifs	3,0	1,0	0,0	0,4	3,0	- Personnel (y/c charges patronales)	814,1	800,4	727,3	719,7	918,7
- Transfert des entreprises/dette rétrocedée	0,6	0,4	0,3	0,2	0,66	- Abonnement	43,3	43,2	46,3	44,2	47,2
- Autres recettes non fiscales	76,7	69,0	32,6	40,9	38,4	- Autres dépenses ordinaires	615,9	616,0	602,7	602,0	636,8
Recettes non fiscales Trésor	55,5	53,7	24,0	28,6	24,9	Subventions et transferts	320,8	262,2	301,3	312,5	302,8
Revenus du domaine DGI	8,7	7,9	3,2	7,5	7,8	Subvention aux écoles privées	51,9	51,0	52,9	51,9	51,9
Licences de télécommunication	12,4	7,4	5,4	4,8	5,7	Subventions aux EPN	66,4	50,7	50,7	50,1	63,3
- FIMR	15,0	6,0	10,0	4,1	10,0	Subvention coton	7,0	8,0	7,0	7,0	7,0
						Subvention au secteur électricité	80,8	82,6	87,3	104,5	76,0
						<i>dont AGGREKO et Centrales tampon</i>	17,5	17,5	0,0	10,0	10,0
AVANCES DE PETROCI			22,4	22,5		SIR/ Subvention marque de raffinerie	18,0	17,8	8,2	4,5	10,0
						Autres subventions	96,8	102,8	96,2	93,5	94,7
DIVERS AUTRES FINANCEMENTS	400,0	687,9	804,6	758,9	600,0	Autres dépenses de fonctionnement	295,1	353,8	301,5	289,5	333,9
- Emprunts sur marchés monétaire et financier	400,0	687,9	804,6	758,9	600,0	Carburant Armée	10,2	8,0	5,0	5,0	7,0
Emprunts obligataires	60,0	64,8	30,0	160,2	160,0	Subvention d'équilibre CGRAE/ Subv fonctionnement	30,5	30,5	30,3	30,4	30,5
Bons du Trésor	280,0	586,3	574,6	226,4	65,0	Dépenses sociales ciblées	10,7	10,1	10,7	10,7	15,0
Obligations du Trésor	60,0	36,8	200,0	339,5	375,0	Provisions pour soutien à l'économie/Dépenses de contingences			50,0	7,0	7,0
Crédit relais				32,8		Autres charges de fonctionnement	243,7	305,2	205,5	243,4	274,5
						DEPENSES DE SORTIE CRISE	145,5	144,3	85,0	75,4	55,1
RESSOURCES EXTERIEURES	522,9	476,4	964,2	851,3	654,3	En fonctionnement	63,3	70,8	42,6	29,8	26,0
dont						<i>dont Consultations électorales</i>	11,0	20,6	15,0	15,0	6,0
- Échéances rééchelonnées, différées	155,6	154,3	8,0	197,6	255,7	Primes de front	26,4	26,4	8,8	6,7	
- Échéances restructurables	55,8	55,8	21,8	21,8	0,0	En investissement	82,2	73,5	42,4	45,6	29,0
- Annulation de dette	86,0	86,9	24,2	51,0	59,6	Trésor	57,0	54,2	32,5	30,6	19,0
- Appuis budgétaires	117,6	73,7	437,3	494,8	166,0	<i>dont Rémunération SAGEM</i>	38,0	28,5	16,0	16,0	12,7
FMI	52,8	27,4	58,5	121,7	96,3	PNR/RC & CCI	10,1	11,0	10,5	7,2	4,0
Banque Mondiale	64,8	46,3	46,0	71,5	69,7	Financement extérieur	25,2	19,3	9,8	15,0	10,0
Banque Africaine de Développement			68,4	70,0		<i>dont Reconstruction zones CNO</i>	3,0	0,0	4,0	4,0	10,0
UEMOA			2,0	2,0		<i>dont dépenses de sortie de crise (PAPC)</i>	22,2	19,3	5,8	11,0	10,0
AFD (France)			262,4	229,6		DEPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dépenses de crise)	345,9	338,1	297,7	278,3	620,3
- Crédits adossés à l'allocation de DTS			20,1	22,7		- Trésor	263,3	251,7	215,3	229,9	499,3
- Financement à rechercher			360,5	42,0		Grands travaux d'investissement	40,0	40,0	40,0	28,0	22,0
						Construction du troisième pont	10,0	2,9	0,0	42,5	8,0
						Investissement FIMR	15,0	6,0	10,0	4,1	10,0
						Programme Présidentiel d'Urgence			45,0	45,0	60,0
						Fonds de développement du vivrier			1,3	1,3	1,3
						Autres investissements	198,3	202,9	119,0	109,0	398,0
- Financement extérieur/projets et programmes	107,8	105,7	92,3	63,4	130,9	- Financement extérieur	82,7	86,4	82,5	48,4	120,9
Emprunts-projets	75,0	45,4	67,8	30,6	78,7	Emprunts-projets	72,0	45,4	63,8	26,6	78,7
<i>dont Reconstruction zones CNO</i>	3,0		4,0	4,0	19,0	Troisième pont			23,0	0,0	19,0
Troisième pont			23,0	0,0							
Dons-projets	10,6	41,0	18,7	21,9	42,2	Dons-projets	10,6	41,0	18,7	21,9	42,2
<i>dont Aménagement du bassin du Gourou</i>				5,0	5,0	<i>dont Aménagement du bassin du Gourou</i>				5,0	5,0
Renforcement des capacités de l'administration financière et du plan				2,1	2,1	Renforcement des capacités de l'administration financière et du plan				2,1	2,1
Dons-programmes	22,2	19,3	5,8	11,0	10,0						
<i>dont dépenses de sortie de crise (PAPC)</i>	22,2	19,3	5,8	11,0	10,0						
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	2 897,0	3 075,5	3 050,4	3 103,6	3 160,0	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	2 897,0	2 913,2	3 050,4	3 041,6	3 160,0
OPERATIONS DE TRESORERIE		1 032,0		2 474,8		OPERATIONS DE TRESORERIE		1 088,4		2 436,9	
TOTAL GENERAL	2 897,0	4 107,5	3 050,4	5 578,4	3 160,0	TOTAL GENERAL	2 897,0	4 001,6	3 050,4	5 478,5	3 160,0
GAP (-) ou EXCEDENT (+)	0,0	105,9	0,0	99,8	0,0	Masse salariale en % du PIB	7,2%	7,1%	6,1%	6,6%	7,4%
						Masse salariale en % des recettes fiscales	41,3%	41,6%	39,1%	43,7%	47,1%

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

	2010		2011		2012
	Collectif	Estimations fin décembre	Ordonnance	Estimations fin décembre	Projet de Budget
<i>En milliards de FCFA</i>					
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 878,8	1 834,9	1 216,3	1 425,288	1 853,8
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>1 616,6</i>	<i>1 607,4</i>	<i>1 006,0</i>	<i>1 204,308</i>	<i>1 602,1</i>
DGI	971,0	944,9	661,6	801,960	897,0
Impôts directs	581,9	535,6	410,8	498,960	472,8
Impôts sur bénéfices	319,5	274,6	267,8	300,800	211,7
- BIC hors pétrole	179,7	144,2	105,9	139,400	95,7
- BIC pétrole et gaz	128,7	119,9	156,9	154,900	105,2
<i>dont gaz imputé</i>	<i>65,3</i>	<i>60,9</i>	<i>80,5</i>	<i>92,400</i>	<i>66,0</i>
- Impôt synthétique	3,3	2,9	1,3	1,300	3,1
- Prélèvement AIRSI	7,8	7,6	3,6	5,200	7,7
Impôts sur revenus et salaires (hors FDFP)	186,6	196,9	107,5	151,900	217,1
- Impôts sur traitement et salaire	165,4	173,9	92,3	130,400	184,3
- Contribution employeur (hors FDFP)	21,2	23,0	15,2	21,500	32,8
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	20,5	16,6	11,3	5,060	0,0
Impôts fonciers	8,0	7,7	2,6	5,900	12,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	47,3	39,8	21,6	35,300	32,0
Impôts indirects	334,0	357,6	183,6	303,000	379,1
TVA (hors part secteur électricité)	145,4	165,7	69,2	101,000	169,0
TOB (ex TPS)	29,0	28,2	11,3	22,600	30,0
Taxes sur boissons et tabacs	16,0	17,1	8,0	12,100	19,3
Droits d'enregistrement et de timbre	128,3	132,9	82,5	92,700	125,6
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>94,3</i>	<i>103,6</i>	<i>70,8</i>	<i>78,200</i>	<i>95,9</i>
Patentes et Licences	9,2	8,4	2,5	4,000	7,9
Accises et autres taxes indirectes (hors revenus du domaine et taxes affectées)	6,1	5,3	10,0	3,800	27,3
Taxe d'exploitation de pétrole	27,1	25,4	32,7	27,000	16,8
Taxe d'exploitation de gaz	28,0	26,3	34,5	39,800	28,3
TRESOR	8,9	7,9	1,5	3,148	2,9
Impôts directs	6,4	5,8	1,2	2,348	2,2
Impôts sur revenus et salaires	5,6	5,7	1,2	2,300	2,0
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,8	0,1	0,0	0,048	0,2
Impôts indirects	2,5	2,1	0,3	0,800	0,7
Timbres et vignettes	2,5	2,1	0,3	0,800	0,7
Autres indirects	0,0	0,0	0,0	0,000	0,0
DGD	899,0	882,1	553,2	620,180	953,9
Droits et taxes à l'importation	636,8	654,6	343,0	399,200	702,2
Taxes sur produits pétroliers	170,0	194,5	63,7	78,000	134,2
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	466,8	460,1	279,3	321,200	568,0
Taxes à l'exportation	262,2	227,5	210,3	220,980	251,7
FDFP	9,8	9,7	4,4	6,6	9,2
Revenus du domaine et taxes affectées	30,8	33,3	13,7	23,6	32,7
TVA secteur électricité	14,6	13,1	4,8	9,3	13,0
PCS, PCC et SGS	37,0	37,5	25,5	29,3	41,0
TOTAL RECETTES TOFE	1 971,0	1 928,5	1 264,7	1 494,1	1 949,7
Remboursements de TVA	40,0	40,0	43,0	32,3	40,0

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES RECETTES NON FISCALES

	Budget 2010		Budget 2011		2012
	Collectif	Estimation fin décembre	Ordonnance	Estimation fin décembre	Projet de budget 2012
<i>En milliards de FCFA</i>					
Recettes non fiscales du Trésor	55,5	53,7	24,0	28,6	24,9
Dividendes PETROCI	34,3	34,3	12,0	12,0	12,0
<i>dont arriérés 2009</i>	13,0	13,0			
Dividendes SIR	1,0	0,0			
Autres Dividendes (SIB,SGBCI, autres)	2,1	3,7	2,0	1,7	1,9
Prélèvement excédent pétrolier SIR					
Recettes des services	18,1	15,7	10,0	14,9	11,0
Revenus du domaine	8,7	7,9	3,2	7,5	7,8
Redevance téléphonie cellulaire	12,4	7,4	5,4	4,8	5,7
Produits de la privatisation et vente d'actifs	3,0	1,0	0,0	0,4	3,0
Versements des entreprises	0,6	0,4	0,3	0,2	0,7
FIMR (fonds café cacao)	15,0	6,0	10,0	4,1	10,0
Financement du troisième pont			0,0		
Total Recettes non fiscales du cadrage	95,3	76,4	43,0	45,6	52,0

ANNEXE 4 : LES DEPENSES SOCIALES

Nature de dépenses	2009		2010		2011	2012
	Collectif	réalisation	Collectif	Réalisation	Budget	Projet de Budget
<i>Données en millions de FCFA</i>						
DEPENSES EDUCATION	512 759,6	509 288,8	571 857,9	559 079,8	493 997,9	612 488,6
Courantes	467 422,3	456 433,7	517 257,9	516 253,9	471 169,8	565 983,3
Administration Centrale	350 667,5	349 106,5	390 430,4	394 376,4	353 439,4	448 688,8
Personnel	338 924,3	334 300,0	373 646,2	374 968,9	335 899,0	430 512,7
Abonnement	7 348,9	6 837,2	7 672,2	7 893,7	8 896,1	6 956,4
Autres Administrations Centrales	4 394,3	7 969,4	9 111,9	11 513,8	8 644,4	11 219,7
Structures éducatives (hors personnel)	116 754,8	107 327,2	126 827,6	121 877,5	117 730,4	117 294,4
Subventions aux écoles privées	43 166,2	42 556,3	51 884,5	51 000,9	51 884,5	51 885,0
Kits Scolaires	2 000,0	2 495,8	3 000,0	2 998,6	3 000,0	3 490,9
Bourses	16 549,8	16 259,2	24 477,2	20 920,7	21 398,2	17 776,3
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	26 915,1	17 299,0	21 759,0	21 861,4	20 857,4	21 681,0
Ecoles publiques	28 123,7	28 716,9	25 706,8	25 096,0	20 590,3	22 461,2
Investissement	45 337,3	52 855,1	54 600,0	42 825,9	22 828,1	46 505,3
Administration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	45 337,3	52 855,1	54 600,0	42 825,9	22 828,1	46 505,3
<i>dont prêts extérieurs</i>	6 303,7	14 350,5	20 145,4	20 145,4	3 300,8	2 300,8
DEPENSES SANTE	112 773,2	118 473,0	118 644,1	115 653,2	105 592,0	137 824,2
Courantes	88 115,4	93 407,4	92 697,2	96 264,6	91 252,0	105 379,4
Administration Centrale	59 807,8	60 203,6	66 226,5	63 624,4	58 715,9	70 383,4
Personnel	51 421,9	51 800,0	55 443,0	52 226,7	48 945,1	58 342,4
Abonnement	4 495,3	3 942,2	5 508,7	4 576,7	5 450,4	7 126,4
Autres Administrations Centrales	3 890,6	4 461,3	5 274,9	6 821,0	4 320,4	4 914,6
Structures sanitaires (hors personnel)	28 307,6	33 203,8	26 470,7	32 640,2	32 536,1	34 996,0
Niveau primaire et secondaire	7 662,6	7 240,7	6 742,1	8 500,5	7 811,3	8 298,5
Niveau tertiaire	9 499,5	10 251,9	9 633,6	11 139,1	9 314,3	11 283,3
Niveau quaternaire	10 478,1	15 018,9	9 342,3	12 397,1	14 778,2	14 749,3
Autres	667,4	692,4	752,7	603,5	632,2	665,0
Investissement	24 657,8	25 065,6	25 947,0	19 388,7	14 340,0	32 444,8
Administration	1 289,3	1 253,9	1 265,5	1 388,7	578,3	1 168,5
Construction et équipements	23 368,5	23 811,8	24 681,4	18 000,0	13 761,7	31 276,3
<i>dont prêts extérieurs</i>	1 300,0	6 433,7	2 221,3	2 100,0	0,0	855,3
TOTAL	625 532,8	627 761,8	690 502,1	674 733,1	599 589,9	750 312,8

Source : DGBF-Sigfip

ANNEXE 5 : EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

	2010		2011		2012
	Collectif budgétaire	Estimation fin décembre	Budget	Estimation fin décembre	Projection
Gestion par la Solde	510,1	510,9	453,8	451,5	571,1
6111 fonctionnaires	465,0	467,5	414,6	413,2	521,8
6122 rémunération du personnel occasionnel	3,1	2,5	2,1	2,0	2,5
6124 rémunération du pers ss contrat en poste à l'étranger	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
6135 indemnités de transport	3,0	3,0	2,5	2,5	3,0
6138 indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	1,3	1,3	1,4	1,2	1,7
6143 cotisations CNPS des agents contractuels et décision.	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
6141 cotisations retraite des personnels sous statut	36,5	35,9	32,6	32,0	41,5
6158 frais d'obsèques du personnel	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
6199 dépenses de personnel non ventilées	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de la Police	69,8	65,4	60,6	56,7	78,5
6114 traitement de base police	65,0	61,0	56,3	52,8	72,9
6138 indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6141 cotisations retraite police	4,7	4,4	4,3	3,8	5,4
6158 frais d'obsèques du personnel	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Solde des militaires	106,9	100,9	97,9	95,6	129,1
6116 traitement de base des militaires	87,1	83,6	69,5	78,9	107,5
6142 cotisations retraite des personnels militaires	6,5	4,8	4,4	3,2	7,6
6139 autres primes et indemnités (dont indem. de correct.)	12,7	11,9	12,2	4,5	13,4
6158 frais d'obsèques du personnel	0,6	0,6	0,5	0,7	0,6
6199 dépenses de personnel non ventilées	0,0	0,0	11,3	8,3	0,0
Subventions aux EPN et autres organismes	63,3	62,8	57,1	57,4	68,5
6311 subventions d'équilibre-personnel	42,2	41,7	37,0	37,0	44,9
6321 subventions d'équilibre-personnel	18,5	18,5	17,3	18,0	20,6
6391 subventions d'équilibre-personnel	2,7	2,6	2,8	2,3	3,0
Institutions Nationales	34,8	35,5	32,9	33,5	39,7
6199 dépenses de personnel non ventilées	0,5	0,5	0,5	0,0	0,6
6417 Transferts aux Institutions Nationales	34,3	35,0	32,4	33,5	39,1
Rémunération du personnel local des ambassades	14,2	13,9	12,4	12,8	15,6
6417 rémun. pers. local ambassades et attachés de défense	14,2	13,9	12,4	12,8	15,6
Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	5,9	5,9	4,9	4,8	5,9
6418 transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	5,9	5,9	4,9	4,8	5,9
DIVERS	9,2	5,1	7,6	7,4	10,3
6121 rémunération du personnel sous contrat et décision.	1,4	1,1	1,3	1,2	1,6
6122 rémunération du personnel occasionnel	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6
6139 autres primes et indemnités (dont indem. de correct.)	4,5	2,9	3,6	3,5	4,4
6141 cotisations retraite des personnels sous statut	0,5	0,0	0,7	0,7	0,0
6181 rémunération des assistants techniques	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
6199 dépenses de personnel non ventilées	1,3	0,3	0,6	0,9	2,9
6131,6134, 6138, 6143, 6149, 6156, 6171	0,7	0,1	0,6	0,3	0,5
TOTAL MASSE SALARIALE BUDGET	814,1	800,4	727,3	719,7	918,7
(en % des recettes fiscales (Norme communautaire = 35%))	41,3%	41,5%	39,1%	43,7%	47,1%
Pourcentage du PIB	7,2%	7,1%	6,1%	6,5%	7,4%

ANNEXE 6: DEPENSES DE SORTIE DE CRISE 2012

DEPENSES	Budget 2011					Projet de budget 2012				
	Trésor			Finex	Total	Trésor			Finex	Total
	Titre 2	Titre 3	Total			Titre 2	Titre 3	Total		
Effort de paix, Service Civique	21,9		21,9		21,9	13,1		13,1		13,1
Primes de front	8,8		8,8		8,8			0,0		0,0
Suivi Accord Marcoussis	0,6		0,6			0,6		0,6		
Programme service civique et reinsertion	2,5		2,5		2,5	2,5		2,5		2,5
Accord IV de Ouagadougou	10,0		10,0		10,0	10,0		10,0		
PNRRC & CCI		10,5	10,5		10,5		4,0	4,0		4,0
PNRRC		4,0	4,0		4,0		4,0	4,0		4,0
CCI		6,5	6,5		6,5			0,0		0,0
Programme Redéploiement de l'Administration	0,5		0,5		0,5	5,0		5,0		5,0
Election Identification	15,0	20,6	35,6	0,0	35,6	6,0	12,7	18,7	0,0	18,7
<i>Election</i>	15,0	1,0	16,0		16,0	6,0	0,0	6,0		6,0
CEI/Consultations électorales	15,0		15,0		15,0	6,0		6,0		6,0
INS (RLE)		1,0	1,0		1,0			0,0		0,0
<i>Identification</i>		19,6	19,6		19,6		12,7	12,7		12,7
CNSI		0,1	0,1		0,1					
ONI		3,5	3,5		3,5					
Projet de reconstitution de l'état civil		0,0	0,0		0,0			0,0		0,0
Remunération opérateur technique (SAGEM)		16,0	16,0		16,0		12,7	12,7		12,7
Autres	5,2	1,4	6,6	9,8	16,4	1,9	2,3	4,2	10,0	14,2
Financement partis politiques*										
Reconciliation nationale & gestion des conflits							0,2	0,2		
Communication	0,2		0,2		0,2	0,2		0,2		
Coordination des actions de sortie de crise	0,8		0,8		0,8	0,8		0,8		
Cellule Solidarité et actions humanitaires	0,5		0,5		0,5			0,0		0,0
Lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères	0,5		0,5		0,5	0,7		0,7		0,7
Restructuration et refondation de l'armée	0,2		0,2		0,2	0,2		0,2		0,2
Programme National de Reconstruction		0,5	0,5		0,5		0,5	0,5		
Reconstruction zones CNO		0,5	0,5	4,0	4,5		0,9	0,9		0,9
Assistance Post-Crise		0,1	0,1	5,8	5,9		0,3	0,3	10,0	10,3
Projet d'appui multisectorel à la sortie de crise		0,0					0,1	0,1		
Unicité de caisse		0,3	0,3				0,3	0,3		
Recasement des volontaires Armée Nouvelle (VAN)	3,0		3,0		3,0			0,0		0,0
TOTAL	42,6	32,5	75,1	9,8	84,9	26,0	19,0	45,1	10,0	55,1

ANNEXE 7 : EVOLUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES

(toutes sources de financement confondues)

Montants en unité	2008		2009		2010		2011		2012	
	Réalisation	Réalisation	Réalisation	Réalisation	réalisation	réalisation	réalisation	réalisation	Projet de budget	
01. Agriculture et développement rural	26 454 302 655	49 154 594 840	26 454 302 655	49 154 594 840	39 121 965 911	35 232 857 589	41 430 786 857	35 232 857 589	41 430 786 857	
01.0 Administration générale	9 248 885 425	8 461 994 363	9 248 885 425	8 461 994 363	9 207 013 195	7 048 534 286	7 708 911 632	7 048 534 286	7 708 911 632	
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	3 409 742 629	10 598 388 355	3 409 742 629	10 598 388 355	10 829 091 550	10 817 143 206	11 959 327 745	10 817 143 206	11 959 327 745	
01.2 Formation et encadrement	8 341 951 419	8 403 118 129	8 341 951 419	8 403 118 129	8 312 154 543	10 301 086 675	8 400 319 000	10 301 086 675	8 400 319 000	
01.3 Aménagement hydro-agricole	2 176 746 360	1 482 713 167	2 176 746 360	1 482 713 167	3 960 951 794	2 969 734 403	3 362 228 480	2 969 734 403	3 362 228 480	
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAAR, FIMR)	3 277 276 822	20 208 380 826	3 277 276 822	20 208 380 826	6 812 754 829	4 096 359 019	10 000 000 000	4 096 359 019	10 000 000 000	
02. Ressources Halieutiques et Production Animale	6 058 178 898	6 728 602 192	6 058 178 898	6 728 602 192	5 937 691 184	3 999 377 053	4 657 803 781	3 999 377 053	4 657 803 781	
02.0 Administration générale / formation et encadrement	3 718 138 737	3 495 659 644	3 718 138 737	3 495 659 644	3 874 185 087	2 648 360 708	2 691 334 990	2 648 360 708	2 691 334 990	
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 895 258 831	2 253 788 750	1 895 258 831	2 253 788 750	1 832 064 539	1 217 296 017	1 497 932 044	1 217 296 017	1 497 932 044	
02.2 Pêche et aquaculture	444 781 330	979 153 798	444 781 330	979 153 798	231 441 558	133 720 328	468 536 748	133 720 328	468 536 748	
03. Education	496 906 375 647	533 110 245 537	496 906 375 647	533 110 245 537	590 123 425 937	529 206 076 016	628 602 602 450	529 206 076 016	628 602 602 450	
03.0 Administration générale	18 666 470 883	19 546 913 653	18 666 470 883	19 546 913 653	24 934 909 002	24 689 926 719	23 638 123 100	24 689 926 719	23 638 123 100	
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	313 499 606 361	336 651 411 777	313 499 606 361	336 651 411 777	366 704 006 620	301 110 736 067	398 231 770 125	301 110 736 067	398 231 770 125	
03.2 Alphabétisation	184 985 084	212 214 920	184 985 084	212 214 920	162 987 572	491 344 200	562 959 445	491 344 200	562 959 445	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	67 764 756 236	83 030 494 204	67 764 756 236	83 030 494 204	83 785 337 054	74 229 681 568	80 329 320 872	74 229 681 568	80 329 320 872	
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	96 790 557 083	93 669 210 983	96 790 557 083	93 669 210 983	114 536 185 689	117 029 887 462	113 040 428 907	117 029 887 462	113 040 428 907	
03.5 Opération PPU					11 654 500 000	12 800 000 000		11 654 500 000	12 800 000 000	
04. Santé	98 336 012 650	118 388 472 292	98 336 012 650	118 388 472 292	113 567 605 630	120 237 156 419	138 014 744 384	120 237 156 419	138 014 744 384	
04.00 Administration générale santé	45 561 052 199	45 810 698 277	45 561 052 199	45 810 698 277	47 745 842 640	49 192 271 862	55 363 973 901	49 192 271 862	55 363 973 901	
04.01 Système de santé primaire	23 828 627 730	30 731 332 949	23 828 627 730	30 731 332 949	29 960 097 108	25 184 389 732	34 789 713 859	25 184 389 732	34 789 713 859	
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	1 200 214 731	1 925 047 777	1 200 214 731	1 925 047 777	1 443 081 345	400 437 246	779 904 425	400 437 246	779 904 425	
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	1 106 406 109	1 718 008 832	1 106 406 109	1 718 008 832	1 456 575 203	1 136 584 982	1 411 915 830	1 136 584 982	1 411 915 830	
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	287 779 475	830 002 213	287 779 475	830 002 213	440 146 948	433 912 166	575 450 102	433 912 166	575 450 102	
04.05 VIH/SIDA	4 334 740 717	10 762 896 732	4 334 740 717	10 762 896 732	5 936 289 869	6 890 377 452	7 950 312 228	6 890 377 452	7 950 312 228	
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	22 017 191 689	26 610 485 512	22 017 191 689	26 610 485 512	26 585 572 517	25 665 182 979	25 143 474 039	25 665 182 979	25 143 474 039	
04.07 Opération PPU					11 334 000 000	12 000 000 000		11 334 000 000	12 000 000 000	
05. Eau et Assainissement	15 318 944 240	20 424 135 184	15 318 944 240	20 424 135 184	19 810 682 760	36 343 570 415	39 924 675 661	36 343 570 415	39 924 675 661	
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	4 955 116 050	4 911 783 775	4 955 116 050	4 911 783 775	5 997 503 154	10 160 127 602	10 720 110 619	10 160 127 602	10 720 110 619	
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	10 363 828 190	15 512 351 409	10 363 828 190	15 512 351 409	13 813 179 606	13 136 942 813	13 004 565 042	13 136 942 813	13 004 565 042	
05.3 Opération PPU						13 046 500 000	16 200 000 000	13 046 500 000	16 200 000 000	
06. Energie	9 586 344 724	16 470 929 577	9 586 344 724	16 470 929 577	9 693 763 697	9 471 971 350	17 027 307 770	9 471 971 350	17 027 307 770	
06.1 Accès à l'électricité	9 586 344 724	16 470 929 577	9 586 344 724	16 470 929 577	9 693 763 697	8 849 586 389	9 027 307 770	8 849 586 389	9 027 307 770	
06.2 Opération PPU						622 384 961	8 000 000 000	622 384 961	8 000 000 000	
07. Routes et ouvrages d'art	20 348 434 373	39 076 772 471	20 348 434 373	39 076 772 471	45 441 929 384	33 447 441 530	47 100 127 641	33 447 441 530	47 100 127 641	
07.1 Entretien pistes rurales	45 418 200	501 984 762	45 418 200	501 984 762	2 379 933 673	2 135 271 287	5 142 194 091	2 135 271 287	5 142 194 091	
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	1 423 434 101	2 986 097 724	1 423 434 101	2 986 097 724	2 503 129 161	1 135 073 122	7 484 832 042	1 135 073 122	7 484 832 042	
07.3 Autres travaux routiers	18 879 582 072	35 588 689 985	18 879 582 072	35 588 689 985	40 558 866 550	22 202 097 121	23 473 101 508	22 202 097 121	23 473 101 508	
07.4 Opération PPU						7 975 000 000	11 000 000 000	7 975 000 000	11 000 000 000	
08. Affaires Sociales	9 155 527 018	13 596 202 105	9 155 527 018	13 596 202 105	15 001 880 063	24 700 260 538	14 097 260 033	24 700 260 538	14 097 260 033	
08.0 Administration générale	6 357 839 961	8 595 761 383	6 357 839 961	8 595 761 383	9 774 582 613	8 905 688 157	8 971 220 849	8 905 688 157	8 971 220 849	
08.1 Formations destinées aux femmes	349 710 328	591 413 929	349 710 328	591 413 929	737 610 225	527 990 373	671 061 258	527 990 373	671 061 258	
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	581 100 208	1 468 716 946	581 100 208	1 468 716 946	2 043 118 385	1 863 815 398	2 508 541 868	1 863 815 398	2 508 541 868	
08.3 Formation au personnel d'appui	1 153 214 902	1 733 378 311	1 153 214 902	1 733 378 311	1 930 580 175	1 607 850 801	1 288 618 594	1 607 850 801	1 288 618 594	
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	713 661 619	1 206 932 136	713 661 619	1 206 932 136	515 988 665	11 794 915 809	657 817 464	11 794 915 809	657 817 464	
09. Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	30 065 773 210	35 134 776 450	30 065 773 210	35 134 776 450	32 011 622 823	28 983 619 330	32 059 026 543	28 983 619 330	32 059 026 543	
09.1 Décentralisation	30 065 773 210	35 134 776 450	30 065 773 210	35 134 776 450	32 011 622 823	28 983 619 330	32 059 026 543	28 983 619 330	32 059 026 543	
10. Reconstructions et réhabilitations	10 403 867 663	1 372 904 782	10 403 867 663	1 372 904 782	2 578 047 234	5 605 186 757	1 164 320 841	5 605 186 757	1 164 320 841	
10.1 Reconstruction et réhabilitation	10 403 867 663	1 372 904 782	10 403 867 663	1 372 904 782	2 578 047 234	4 605 186 757	1 164 320 841	4 605 186 757	1 164 320 841	
10.2 Opération PPU						1 000 000 000		1 000 000 000		
11. Autres domaines de lutte contre la pauvreté	4 138 969 179	9 575 568 650	4 138 969 179	9 575 568 650	11 897 903 375	16 167 081 630	15 926 471 877	11 897 903 375	15 926 471 877	
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 791 637 488	8 420 437 518	2 791 637 488	8 420 437 518	8 923 436 477	13 729 736 619	13 412 465 688	8 923 436 477	13 412 465 688	
11.2 Appui et suivi DSRP	133 713 938	257 608 093	133 713 938	257 608 093	212 698 857	394 214 095	431 982 895	212 698 857	431 982 895	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 213 617 753	897 523 039	1 213 617 753	897 523 039	2 756 768 041	2 043 130 916	2 082 023 294	2 756 768 041	2 082 023 294	
TOTAL	726 772 730 257	843 033 204 080	726 772 730 257	843 033 204 080	885 181 517 998	843 394 598 627	980 005 127 838	885 181 517 998	980 005 127 838	

Source: SIG/PI-DGBF

ANNEXE 8 : EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

Nature des recettes	2008		2009		2010		2011		2012
	Collectif	Réalisation	Collectif 2	Réalisation	Collectif	Estimation	Ordonnance	Estimation	Projet de budget
<i>(Données en milliards)</i>									
RESSOURCES INTERIEURES	1 925,7	1 975,2	2 102,0	2 189,8	2 374,1	2 599,2	2 086,2	2 252,3	2 505,8
Recettes fiscales	1 759,4	1 689,0	1 802,9	1 700,4	1 878,8	1 834,9	1 216,3	1 425,3	1 853,8
Recettes non fiscales	71,0	84,7	86,5	78,3	80,3	70,4	33,0	41,6	42,0
dont Transfert des entreprises	1,0	0,9	1,0	0,3	0,6	0,4	0,3	0,2	0,7
Produits de privatisation	3,0	11,0	3,0	2,0	3,0	1,0	0,0	0,4	3,0
Titres publics-Emissions	95,4	201,5	202,5	396,9	400,0	687,9	804,6	758,9	600,0
Ressources de compensations									
FIMR (fonds café cacao)			10,0	14,2	15,0	6,0	10,0	4,1	10,0
Financement troisième pont									
Avances PETROCI							22,4	22,5	0,0
RESSOURCES EXTERIEURES	390,1	338,8	500,2	362,6	522,9	476,4	964,2	851,3	654,3
Appuis budgétaires	49,9	42,6	208,0	154,5	117,6	73,7	437,3	494,8	166,0
Rééchelonnement, différée et annulation	201,1	239,3	130,1	114,8	297,5	297,0	54,0	270,4	315,3
Crédits adossés à l'allocation de DTS							20,1	22,7	0,0
Financement à rechercher							360,5	0,0	42,0
Ressources des projets	139,1	56,9	162,1	93,3	107,8	105,7	92,3	63,4	130,9
Emprunts-projets	58,3	38,9	87,6	53,3	75,0	45,4	67,8	30,6	78,7
Dons-projets	2,0	2,1	26,5	26,4	10,6	41,0	18,7	21,9	42,2
Dons-programmes	78,8	15,9	48,0	13,6	22,2	19,3	5,8	11,0	10,0
TOTAL GENERAL	2 315,8	2 314,0	2 602,1	2 552,4	2 897,0	3 075,5	3 050,4	3 103,6	3 160,0

ANNEXE 9 : EVOLUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Nature des dépenses	2008		2009		2010		2011		2012
	Collectif	Réalisation	Collectif 2	Estimation	Collectif	Estimation	Ordonnance	Estimation	Projet de Budget
(Données en milliards)									
DETTE PUBLIQUE	564,7	669,1	711,5	730,2	932,3	981,8	1 291,5	1 322,1	882,1
Dette intérieure	190,3	233,2	421,1	441,0	477,8	490,2	914,2	938,6	421,7
Dette extérieure	374,4	435,9	290,4	289,2	454,5	491,7	377,3	383,5	460,4
DEPENSES ORDINAIRES	1 313,8	1 326,1	1 416,0	1 381,7	1 536,5	1 521,5	1 418,9	1 395,7	1 628,7
Abonnement	38,4	43,3	65,9	65,9	43,3	43,2	46,3	44,2	47,2
Personnel	710,6	711,7	749,1	745,0	814,1	800,4	727,3	719,7	918,7
Autres dépenses de fonctionnement	564,8	571,1	601,0	570,8	679,2	677,9	645,3	631,8	662,8
EMPLOIS DES COMPENSATIONS									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	437,3	318,9	474,6	365,3	428,1	420,4	340,1	323,9	649,3
Trésor	298,2	262,0	312,5	272,0	320,3	314,7	247,8	260,5	518,3
dont Investissement FIMR (fonds café cacao)			10,0	14,2	15,0	6,0	10,0	4,1	10,0
Emprunts	58,3	38,9	87,6	53,3	75,0	45,4	67,8	30,6	78,7
Dons	80,8	18,0	74,5	40,0	32,8	60,3	24,5	32,9	52,2
<i>Dons projets</i>	2,0	2,1	26,5	26,4	10,6	41,0	18,7	21,9	42,2
<i>Dons programme</i>	78,8	15,9	48,0	13,6	22,2	19,3	5,8	11,0	10,0
TOTAL	2 315,8	2 314,1	2 602,1	2 477,3	2 897,0	2 923,8	3 050,4	3 041,6	3 160,0

Annexe 10 : Evolution des secteurs prioritaires

	2007 Réalisation			2008 Réalisation			2009 Réalisation			2010 Réalisation			2011 Ordonnance			2012 Ordonnance		
	Trésor	Extérieur	Total	Trésor	Extérieur	Total	Trésor	Extérieur	Total	Trésor	Extérieur	Total	Trésor	Extérieur	Total	Trésor	Extérieur	Total
Données en milliards																		
Education	417,6	0,1	417,7	471,0	2,7	473,7	494,9	14,4	509,3	543,7	15,3	559,1	490,8	3,3	494,1	610,2	2,3	612,5
Fonctionnement	392,0	-	392,0	439,7	0,0	439,7	456,4		456,4	516,3		516,3	471,2		471,2	566,0		566,0
Investissement	25,7	0,1	25,7	31,3	2,7	34,0	38,5	14,4	52,9	27,5	15,3	42,8	19,6	3,3	22,9	44,2	2,3	46,5
Santé	88,5	0,0	88,5	97,2	1,4	98,6	112,0	6,4	118,5	112,8	2,2	115,0	105,6		105,6	137,0		137,8
Fonctionnement	73,5	-	73,5	84,5	-	84,5	93,4		93,4	96,3		96,3	91,3		91,3	105,4		105,4
Investissement	15,0	0,0	15,0	12,7	1,4	14,1	18,6	6,4	25,1	16,6	2,2	18,7	14,3		14,3	31,6	0,9	32,4
Infrastructures économiques	55,0	14,1	69,0	47,2	25,0	72,2	44,1	43,9	88,0	47,5	50,1	97,6	37,7	67,8	105,6	90,4	80,4	170,9
Fonctionnement	8,7	-	8,7	8,9	0,0	8,9	7,5		7,5	7,2		7,2	7,0		7,0	23,4		23,4
Investissement	46,2	14,1	60,3	38,3	25,0	63,3	36,6	43,9	80,5	40,3	50,1	90,4	30,7	67,8	98,6	67,0	80,4	147,5
Mines et Energies	2,8	0,0	2,8	2,1	0,0	2,1	56,8	0,0	56,8	102,5		102,5	97,8		97,8	92,2		95,2
Fonctionnement	1,4	-	1,4	1,5	0,0	1,5	49,0		49,0	100,4		100,4	97,4		97,4	88,6		88,6
Investissement	1,4	0,0	1,4	0,6	0,0	0,6	7,8		7,8	2,1		2,1	0,4		0,4	3,6	3,0	6,6
Agriculture et ressources halieut	24,1	1,6	25,7	25,3	3,4	28,7	29,1	3,5	32,6	32,5	5,1	37,6	29,7	5,0	34,7	39,5	26,5	66,0
Fonctionnement	19,1	-	19,1	20,9	0,0	20,9	25,1		25,1	27,2		27,2	25,7		25,7	29,0		29,0
Investissement	5,0	1,6	6,6	4,4	3,4	7,8	4,0	3,5	7,4	5,2	5,1	10,4	4,1	5,0	9,0	10,5	26,5	37,0
Intérieure et décentralisation	108,6	0,0	108,6	123,7	0,0	123,7	129,8		129,8	128,6		128,6	117,6		117,6	143,2		143,2
Fonctionnement	102,6	-	102,6	119,3	0,0	119,3	124,1		124,1	121,2		121,2	111,2		111,2	133,3		133,3
Investissement	6,0	0,0	6,0	4,5	0,0	4,5	5,7		5,7	7,4		7,4	6,3		6,3	9,9		9,9
Défense	124,5	0,0	124,5	158,4	0,0	158,4	167,1		167,1	184,1		184,1	152,7		152,7	188,2		188,2
Fonctionnement	120,5	-	120,5	156,6	0,0	156,6	157,6		157,6	149,5		149,5	146,4		146,4	178,8		178,8
Investissement	4,0	0,0	4,0	1,8	0,0	1,8	9,5		9,5	34,6		34,6	6,3		6,3	9,5		9,5
Justice	15,7	0,0	15,7	21,7	0,0	21,7	21,3		21,3	22,0		22,0	21,1		21,1	37,3		37,3
Fonctionnement	14,7	-	14,7	20,4	0,0	20,4	19,5		19,5	20,8		20,8	18,6		18,6	25,1		25,1
Investissement	1,1	0,0	1,1	1,2	0,0	1,2	1,8		1,8	1,1		1,1	2,5		2,5	12,2		12,2
Sous Total secteurs prioritaires	836,8	15,7	852,5	946,5	32,5	979,1	1055,3	68,2	1123,4	1173,7	72,7	1246,5	1 052,9	76,1	1 129,0	1 338,0	113,1	1 451,1
Fonctionnement	732,4	-	732,4	851,8	-	851,8	932,7		932,7	1038,9		1038,9	968,6		968,6	1 149,5		1 149,5
Investissement	104,4	15,7	120,1	94,8	32,5	127,3	122,6	68,2	190,7	134,8	72,7	207,5	84,2	76,1	160,4	188,5	113,1	301,6
Total Budget (hors titre 1)	1351,5	16,2	1367,7	1519,1	35,9	1555,0	1635,5	84,8	1720,3	1836,2	105,7	1941,9	1 666,7	92,3	1 759,0	2 147,1	130,9	2 278,1
Fonctionnement	1170,3	-	1170,3	1277,7		1277,7	1368,6		1368,6	1521,5		1521,5	1 418,9		1 418,9	1 628,8		1 628,8
Investissement	181,2	16,2	197,4	241,3	35,9	277,3	266,9	84,8	351,7	314,7	105,7	420,4	247,8	92,3	340,1	518,3	130,9	649,3

ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en unités	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
01 REPRESENTATION NATIONALE	16 136 468 584	0	0	16 136 468 584
Depenses Ordinaires	15 949 867 398			15 949 867 398
Dépenses d'Abonnement	91 726 981			91 726 981
Autres Dépenses de Fonctionnement	4 853 769 017			4 853 769 017
Dépenses de Personnel	11 004 371 400			11 004 371 400
Depenses d'Investissement	186 601 186			186 601 186
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	72 198 996 243	0	0	72 198 996 243
Depenses Ordinaires	49 176 210 657			49 176 210 657
Dépenses d'Abonnement	2 919 961 370			2 919 961 370
Autres Dépenses de Fonctionnement	32 729 176 438			32 729 176 438
Dépenses de Personnel	13 527 072 849			13 527 072 849
Depenses d'Investissement	23 022 785 586			23 022 785 586
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 743 650 022	0	0	3 743 650 022
Depenses Ordinaires	3 743 650 022			3 743 650 022
Dépenses d'Abonnement	83 027 176			83 027 176
Autres Dépenses de Fonctionnement	971 468 537			971 468 537
Dépenses de Personnel	2 689 154 309			2 689 154 309
Depenses d'Investissement	0			0
05 GRANDE CHANCELLERIE	578 319 215	0	0	578 319 215
Depenses Ordinaires	578 319 215			578 319 215
Dépenses d'Abonnement	14 107 407			14 107 407
Autres Dépenses de Fonctionnement	206 594 848			206 594 848
Dépenses de Personnel	357 616 960			357 616 960
06 PRIMATURE & SERVICE RATTACHES	26 466 281 401	10 663 858 619	0	37 130 140 020
Depenses Ordinaires	24 145 996 928			24 145 996 928
Dépenses d'Abonnement	590 563 615	0		590 563 615
Autres Dépenses de Fonctionnement	12 425 641 364	0		12 425 641 364
Dépenses de Personnel	11 129 791 949	0		11 129 791 949
Depenses d'Investissement	2 320 284 473	10 663 858 619		12 984 143 092
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 840 248 552	0	0	1 840 248 552
Depenses Ordinaires	1 568 965 003			1 568 965 003
Dépenses d'Abonnement	20 480 290			20 480 290
Autres Dépenses de Fonctionnement	548 484 713			548 484 713
Dépenses de Personnel	1 000 000 000			1 000 000 000
Depenses d'Investissement	271 283 549			271 283 549
08 MEDIATURE	488 780 030	0	0	488 780 030
Depenses Ordinaires	443 883 065			443 883 065
Dépenses d'Abonnement	25 134 389			25 134 389
Autres Dépenses de Fonctionnement	333 748 676			333 748 676
Dépenses de Personnel	85 000 000			85 000 000
Depenses d'Investissement	44 896 965			44 896 965

ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en unités	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	9 400 525 905	0	0	9 400 525 905
Depenses Ordinaires	9 400 525 905			9 400 525 905
Dépenses d'Abonnement	516 824 614			516 824 614
Autres Dépenses de Fonctionnement	7 030 717 291			7 030 717 291
Dépenses de Personnel	1 852 984 000			1 852 984 000
Depenses d'Investissement				
12 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 349 317 300 387	3 447 950 279	0	1 352 765 250 666
Dette Publique	882 058 237 527			882 058 237 527
Dette publique intérieure	421 701 763 266			421 701 763 266
Dette publique extérieure	460 356 474 261			460 356 474 261
Depenses Ordinaires	208 454 631 591			208 454 631 591
Dépenses d'Abonnement	13 980 270 848			13 980 270 848
Autres Dépenses de Fonctionnement	156 568 711 032			156 568 711 032
Dépenses de Personnel	37 905 649 711			37 905 649 711
Depenses d'Investissement	258 804 431 269	3 447 950 279		262 252 381 548
14 MINISTÈRE DES MINES, DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	92 245 777 668	3 000 000 000	0	95 245 777 668
Depenses Ordinaires	88 607 443 597			88 607 443 597
Dépenses d'Abonnement	69 302 838			69 302 838
Autres Dépenses de Fonctionnement	86 900 891 168			86 900 891 168
Dépenses de Personnel	1 637 249 591			1 637 249 591
Depenses d'Investissement	3 638 334 071	3 000 000 000		6 638 334 071
15 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	143 157 982 384	0	0	143 157 982 384
Depenses Ordinaires	133 303 598 276			133 303 598 276
Dépenses d'Abonnement	3 335 936 194			3 335 936 194
Autres Dépenses de Fonctionnement	28 738 461 270			28 738 461 270
Dépenses de Personnel	101 229 200 812			101 229 200 812
Depenses d'Investissement	9 854 384 108			9 854 384 108
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	11 887 114 086	0	0	11 887 114 086
Depenses Ordinaires	11 154 254 559			11 154 254 559
Dépenses d'Abonnement	329 984 755			329 984 755
Autres Dépenses de Fonctionnement	3 381 310 550			3 381 310 550
Dépenses de Personnel	7 442 959 254			7 442 959 254
Depenses d'Investissement	732 859 527			732 859 527
17 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE LA JUSTICE	37 321 765 011	0	0	37 321 765 011
Depenses Ordinaires	25 085 277 742			25 085 277 742
Dépenses d'Abonnement	659 585 681			659 585 681
Autres Dépenses de Fonctionnement	5 452 416 274			5 452 416 274
Dépenses de Personnel	18 973 275 787			18 973 275 787
Depenses d'Investissement	12 236 487 269			12 236 487 269

ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
Données en unités				
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	33 766 557 339	6 354 658 560	19 279 638 889	59 400 854 788
Depenses Ordinaires	25 122 801 705			25 122 801 705
Dépenses d'Abonnement	566 965 956			566 965 956
Autres Dépenses de Fonctionnement	18 693 344 026			18 693 344 026
Dépenses de Personnel	5 862 491 723			5 862 491 723
Depenses d'Investissement	8 643 755 634	6 354 658 560	19 279 638 889	34 278 053 083
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	19 575 440 913	5 213 200 000	0	24 788 640 913
Depenses Ordinaires	15 787 447 035			15 787 447 035
Dépenses d'Abonnement	2 253 069 867			2 253 069 867
Autres Dépenses de Fonctionnement	10 935 169 478			10 935 169 478
Dépenses de Personnel	2 599 207 690			2 599 207 690
Depenses d'Investissement	3 787 993 878	5 213 200 000		9 001 193 878
20 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	6 431 081 122	1 768 646 317	0	8 199 727 439
Depenses Ordinaires	5 172 676 861			5 172 676 861
Dépenses d'Abonnement	14 293 603			14 293 603
Autres Dépenses de Fonctionnement	3 957 626 982			3 957 626 982
Dépenses de Personnel	1 200 756 276			1 200 756 276
Depenses d'Investissement	1 258 404 261	1 768 646 317		3 027 050 578
21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	70 836 444 151	18 108 300 000	57 119 686 074	146 064 430 225
Depenses Ordinaires	7 608 917 357			7 608 917 357
Dépenses d'Abonnement	285 403 952			285 403 952
Autres Dépenses de Fonctionnement	5 588 017 699			5 588 017 699
Dépenses de Personnel	1 735 495 706			1 735 495 706
Depenses d'Investissement	63 227 526 794	18 108 300 000	57 119 686 074	138 455 512 868
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	439 321 077 393	0	2 300 810 146	441 621 887 539
Depenses Ordinaires	418 971 076 531			418 971 076 531
Dépenses d'Abonnement	2 706 275 018			2 706 275 018
Autres Dépenses de Fonctionnement	49 852 715 425			49 852 715 425
Dépenses de Personnel	366 412 086 088			366 412 086 088
Depenses d'Investissement	20 350 000 862	0	2 300 810 146	22 650 811 008
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	136 968 884 744	855 300 000	0	137 824 184 744
Depenses Ordinaires	105 379 426 738			105 379 426 738
Dépenses d'Abonnement	7 126 400 667			7 126 400 667
Autres Dépenses de Fonctionnement	39 910 610 639			39 910 610 639
Dépenses de Personnel	58 342 415 432			58 342 415 432
Depenses d'Investissement	31 589 458 006	855 300 000		32 444 758 006
25 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	62 635 932 407	0	0	62 635 932 407
Depenses Ordinaires	51 891 083 913			51 891 083 913
Dépenses d'Abonnement	114 940 861			114 940 861
Autres Dépenses de Fonctionnement	21 378 952 700			21 378 952 700
Dépenses de Personnel	30 397 190 352			30 397 190 352
Depenses d'Investissement	10 744 848 494			10 744 848 494

ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en unités	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À LA DÉFENSE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE	188 243 015 336	0	0	188 243 015 336
Depenses Ordinaires	178 757 471 991			178 757 471 991
Dépenses d'Abonnement	5 722 214 817			5 722 214 817
Autres Dépenses de Fonctionnement	42 339 204 527			42 339 204 527
Dépenses de Personnel	130 696 052 647			130 696 052 647
Depenses d'Investissement	9 485 543 345			9 485 543 345
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	10 486 122 094	0	0	10 486 122 094
Depenses Ordinaires	7 294 443 134			7 294 443 134
Dépenses d'Abonnement	106 656 406			106 656 406
Autres Dépenses de Fonctionnement	4 728 260 588			4 728 260 588
Dépenses de Personnel	2 459 526 140			2 459 526 140
Depenses d'Investissement	3 191 678 960			3 191 678 960
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	12 678 229 339	992 909 625	0	13 671 138 964
Depenses Ordinaires	12 213 510 153			12 213 510 153
Dépenses d'Abonnement	133 568 087			133 568 087
Autres Dépenses de Fonctionnement	1 794 408 390			1 794 408 390
Dépenses de Personnel	10 285 533 676			10 285 533 676
Depenses d'Investissement	464 719 186	992 909 625		1 457 628 811
29 MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	11 981 933 486	0	0	11 981 933 486
Depenses Ordinaires	10 667 865 611			10 667 865 611
Dépenses d'Abonnement	89 301 759			89 301 759
Autres Dépenses de Fonctionnement	5 874 784 826			5 874 784 826
Dépenses de Personnel	4 703 779 026			4 703 779 026
Depenses d'Investissement	1 314 067 875			1 314 067 875
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	4 050 644 545	416 800 000	0	4 467 444 545
Depenses Ordinaires	3 481 622 545			3 481 622 545
Dépenses d'Abonnement	37 500 045			37 500 045
Autres Dépenses de Fonctionnement	3 411 482 500			3 411 482 500
Dépenses de Personnel	32 640 000			32 640 000
Depenses d'Investissement	569 022 000	416 800 000		985 822 000
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	129 260 732 986	0	0	129 260 732 986
Depenses Ordinaires	108 151 185 166			108 151 185 166
Dépenses d'Abonnement	3 501 541 479			3 501 541 479
Autres Dépenses de Fonctionnement	63 294 030 858			63 294 030 858
Dépenses de Personnel	41 355 612 829			41 355 612 829
Depenses d'Investissement	21 109 547 820			21 109 547 820
34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	41 605 956 378	0	0	41 605 956 378
Depenses Ordinaires	38 860 991 068			38 860 991 068
Dépenses d'Abonnement	748 623 625			748 623 625
Autres Dépenses de Fonctionnement	15 367 392 212			15 367 392 212
Dépenses de Personnel	22 744 975 231			22 744 975 231
Depenses d'Investissement	2 744 965 310			2 744 965 310

ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en unités	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	6 618 945 515	0	0	6 618 945 515
Depenses Ordinaires	5 610 253 499			5 610 253 499
Dépenses d'Abonnement	102 270 529			102 270 529
Autres Dépenses de Fonctionnement	2 608 583 846			2 608 583 846
Dépenses de Personnel	2 899 399 124			2 899 399 124
Depenses d'Investissement	1 008 692 016			1 008 692 016
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	5 814 950 150	0	0	5 814 950 150
Depenses Ordinaires	4 304 964 391			4 304 964 391
Dépenses d'Abonnement	301 085 958			301 085 958
Autres Dépenses de Fonctionnement	2 298 787 607			2 298 787 607
Dépenses de Personnel	1 705 090 826			1 705 090 826
Depenses d'Investissement	1 509 985 759			1 509 985 759
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE	7 199 377 137	390 000 000	0	7 589 377 137
Depenses Ordinaires	3 103 388 299			3 103 388 299
Dépenses d'Abonnement	74 618 638			74 618 638
Autres Dépenses de Fonctionnement	1 949 047 907			1 949 047 907
Dépenses de Personnel	1 079 721 754			1 079 721 754
Depenses d'Investissement	4 095 988 838	390 000 000		4 485 988 838
39 MINISTÈRE DU TOURISME	5 173 954 488	0	0	5 173 954 488
Depenses Ordinaires	2 132 424 276			2 132 424 276
Dépenses d'Abonnement	58 448 426			58 448 426
Autres Dépenses de Fonctionnement	2 073 975 850			2 073 975 850
Dépenses de Personnel	0			0
Depenses d'Investissement	3 041 530 212			3 041 530 212
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	8 559 683 783	0	0	8 559 683 783
Depenses Ordinaires	7 044 852 028			7 044 852 028
Dépenses d'Abonnement	151 433 415			151 433 415
Autres Dépenses de Fonctionnement	3 110 207 780			3 110 207 780
Dépenses de Personnel	3 783 210 833			3 783 210 833
Depenses d'Investissement	1 514 831 755			1 514 831 755
42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	11 033 441 097	152 000 000	0	11 185 441 097
Depenses Ordinaires	10 202 195 000			10 202 195 000
Dépenses d'Abonnement	310 989 161			310 989 161
Autres Dépenses de Fonctionnement	1 472 227 221			1 472 227 221
Dépenses de Personnel	8 418 978 618			8 418 978 618
Depenses d'Investissement	831 246 097	152 000 000		983 246 097
45 MINISTÈRE CHARGÉ DES EX-COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE	1 521 418 992	0	0	1 521 418 992
Depenses Ordinaires	1 282 276 973			1 282 276 973
Dépenses d'Abonnement	0			0
Autres Dépenses de Fonctionnement	865 569 691			865 569 691
Dépenses de Personnel	416 707 282			416 707 282
Depenses d'Investissement	239 142 019			239 142 019

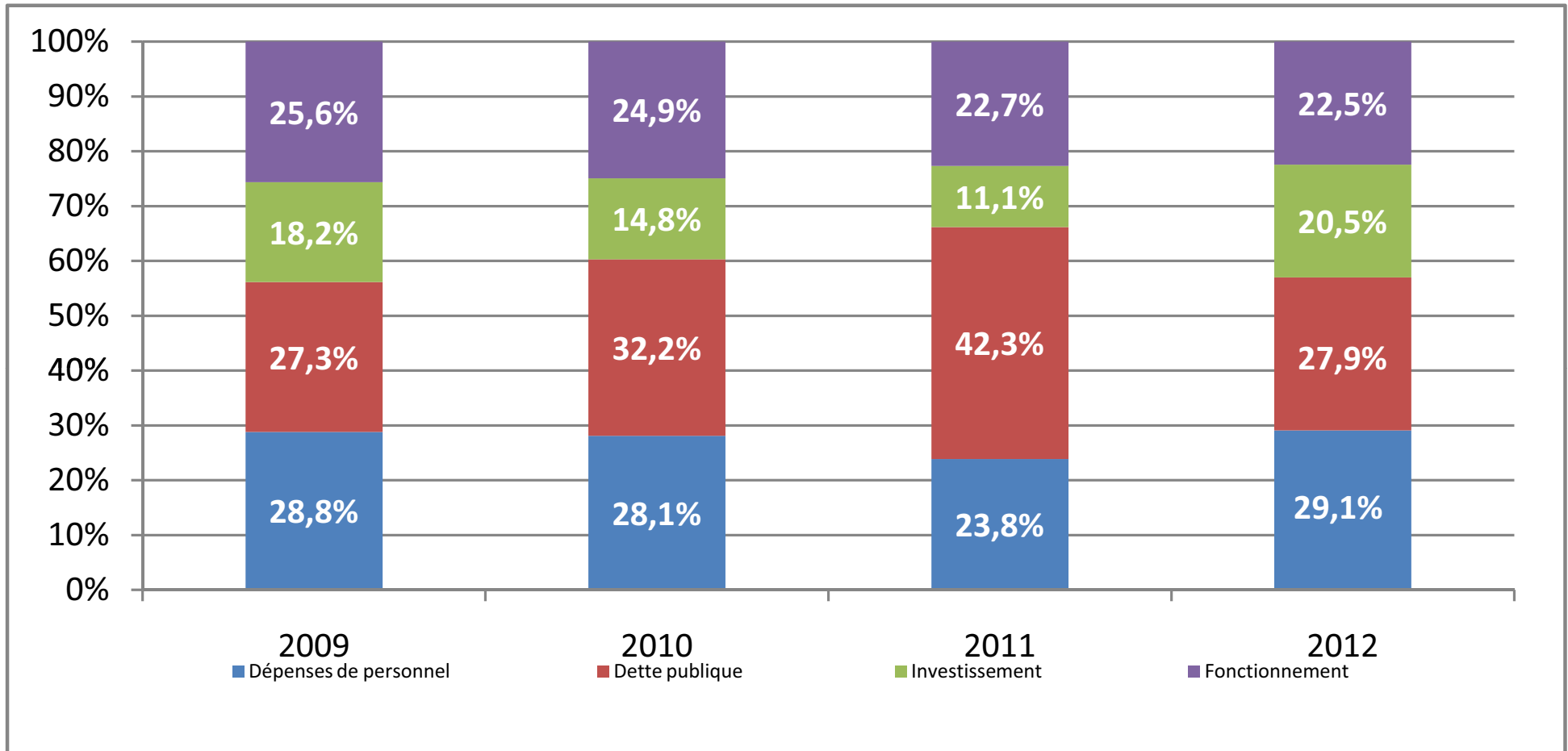
ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en unités	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
47 COUR SUPREME	5 728 607 809	0	0	5 728 607 809
Depenses Ordinaires	5 382 302 680			5 382 302 680
Dépenses d'Abonnement	96 845 993			96 845 993
Autres Dépenses de Fonctionnement	862 395 847			862 395 847
Dépenses de Personnel	4 423 060 840			4 423 060 840
Depenses d'Investissement	346 305 129			346 305 129
48 MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNIC.	3 572 150 634	0	0	3 572 150 634
Depenses Ordinaires	3 183 131 314			3 183 131 314
Autres Dépenses de Fonctionnement	3 084 488 005			3 084 488 005
Dépenses de Personnel	98 643 309			98 643 309
Depenses d'Investissement	389 019 320			389 019 320
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	5 710 989 310	882 000 000	0	6 592 989 310
Depenses Ordinaires	3 864 672 300			3 864 672 300
Dépenses d'Abonnement	52 720 934			52 720 934
Autres Dépenses de Fonctionnement	1 389 986 239			1 389 986 239
Dépenses de Personnel	2 421 965 127			2 421 965 127
Depenses d'Investissement	1 846 317 010	882 000 000		2 728 317 010
56 MINISTÈRE CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	2 105 723 986	0	0	2 105 723 986
Depenses Ordinaires	2 005 723 986			2 005 723 986
Autres Dépenses de Fonctionnement	620 030 875			620 030 875
Dépenses de Personnel	1 385 693 111			1 385 693 111
Depenses d'Investissement	100 000 000			100 000 000
60 MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	1 287 875 441	0	0	1 287 875 441
Depenses Ordinaires	877 957 389			877 957 389
Dépenses d'Abonnement	0			0
Autres Dépenses de Fonctionnement	600 592 857			600 592 857
Dépenses de Personnel	277 364 532			277 364 532
Depenses d'Investissement	409 918 052			409 918 052
64 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET SERVICE CIVIQUE	6 019 920 525	0	0	6 019 920 525
Depenses Ordinaires	5 513 566 442			5 513 566 442
Autres Dépenses de Fonctionnement	5 112 307 120			5 112 307 120
Dépenses de Personnel	401 259 322			401 259 322
Depenses d'Investissement	506 354 083			506 354 083
65 MINISTÈRE DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION PME	3 088 848 402	0	0	3 088 848 402
Depenses Ordinaires	2 367 735 976			2 367 735 976
Autres Dépenses de Fonctionnement	1 521 278 921			1 521 278 921
Dépenses de Personnel	846 457 055			846 457 055
Depenses d'Investissement	721 112 426			721 112 426

ANNEXE 11 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en unités	2012			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
68 PARQUET GENERAL	532 148 383	0	0	532 148 383
Depenses Ordinaires	509 219 204			509 219 204
Autres Dépenses de Fonctionnement	225 699 204			225 699 204
Dépenses de Personnel	283 520 000			283 520 000
Depenses d'Investissement	22 929 179			22 929 179
72 MINISTÈRE DE LA SALUBRITÉ URBAINE	6 204 373 399	0	0	6 204 373 399
Depenses Ordinaires	4 545 900 083			4 545 900 083
Autres Dépenses de Fonctionnement	3 319 248 342			3 319 248 342
Dépenses de Personnel	1 226 651 741			1 226 651 741
Depenses d'Investissement	1 658 473 316			1 658 473 316
73 MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU LOGEMENT	9 995 191 041	0	0	9 995 191 041
Depenses Ordinaires	295 028 286			295 028 286
Autres Dépenses de Fonctionnement	295 028 286			295 028 286
Depenses d'Investissement	9 700 162 755			9 700 162 755
74 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLID	6 369 728 338	0	0	6 369 728 338
Depenses Ordinaires	5 578 714 315			5 578 714 315
Autres Dépenses de Fonctionnement	4 196 581 112			4 196 581 112
Dépenses de Personnel	1 382 133 203			1 382 133 203
Depenses d'Investissement	791 014 023			791 014 023
TOTAL GENERAL	3 029 162 590 151	52 245 623 400	78 700 135 109	3 160 108 348 660
Dettes Publiques	882 058 237 527			882 058 237 527
Dettes publiques intérieures	421 701 763 266			421 701 763 266
Dettes publiques extérieures	460 356 474 261			460 356 474 261
Depenses Ordinaires	1 628 777 450 207	0	0	1 628 777 450 207
Dépenses d'Abonnement	47 192 075 354			47 192 075 354
Autres Dépenses de Fonctionnement	662 873 428 738			662 873 428 738
Dépenses de Personnel	918 711 946 115			918 711 946 115
Depenses d'Investissement	518 326 902 417	52 245 623 400	78 700 135 109	649 272 660 926

Annexe 12 : Comparaison des composantes du budget de 2009 à 2012



ANNEXE 13 : EVOLUTION DES DEPENSES PRIORITAIRES

	2011	2012
	Budget Voté	Projet de budget
I-Actions de lutte contre la pauvreté	840 147 941 674	980 005 127 838
1-Programme social (Education, santé, actions sociales)	638 472 715 415	780 714 606 866
Education	515 850 454 416	628 602 602 449
Administration générale	21 954 334 891	23 638 123 100
Education préscolaire et enseignement primaire	317 665 500 396	398 231 770 125
Alphabétisation	503 496 041	562 959 445
Secondaire général, technique et professionnel	72 682 368 716	80 329 320 872
Enseignement supérieur et recherche scientifique	103 044 754 372	113 040 428 907
Opération PPU		12 800 000 000
Santé	108 658 090 190	138 014 744 384
Administration générale santé	48 026 683 889	55 363 973 901
Système de santé primaire	28 333 407 949	34 789 713 859
Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	718 805 922	779 904 425
Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	1 301 304 912	1 411 915 830
Santé infantile, maternelle et nutrition	530 368 758	575 450 102
VIH/SIDA	7 635 210 846	7 950 312 228
CHU et Institutions médico-spécialisés	22 112 307 914	25 143 474 039
Opération PPU		12 000 000 000
Affaires Sociales	13 964 170 809	14 097 260 033
Administration générale	9 074 700 410	8 971 220 849
Formations destinées aux femmes	970 402 857	671 061 258
Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	1 995 572 741	2 508 541 868
Formation au personnel d'appui	1 603 494 801	1 288 618 594
Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	320 000 000	657 817 464
2-Agriculture et ressources halieutiques	46 406 765 207	46 088 590 639
Agriculture et développement rural	41 341 392 073	41 430 786 857
Administration générale	6 923 371 635	7 708 911 632
Programme de développement et de promotion de l'agriculture	12 586 830 705	11 959 327 745
Formation et encadrement	8 321 193 466	8 400 319 000
Aménagement hydro-agricole	3 254 738 455	3 362 228 480
Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 255 257 812	10 000 000 000
Ressources Halieutiques et Production Animale	5 065 373 134	4 657 803 782
Administration générale / formation et encadrement	3 206 342 908	2 691 334 990
Appui à l'élevage et à la production laitière	1 400 524 007	1 497 932 044
Pêche et aquaculture	458 506 219	468 536 748
3-Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	29 463 631 029	32 059 026 543
Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	29 463 631 029	32 059 026 543
4-Infrastructures économiques	54 919 254 176	105 216 431 913
Infrastructures routières	35 032 789 822	47 100 127 641
dont Opération PPU		11 000 000 000
Hydraulique et assainissement (hors collectivités)	9 931 567 628	39 924 675 661
dont Opération PPU		16 200 000 000
Electrification (hors collectivités)	8 843 751 932	17 027 307 770
dont Opération PPU		8 000 000 000
Autres infrastructures	1 111 144 794	1 164 320 841
5-Autres domaines de lutte contre la pauvreté	70 885 575 847	15 926 471 877
Promotion et insertion des jeunes	10 478 516 120	13 412 465 688
Appui et suivi DSRP	398 140 917	431 982 895
Développement du tourisme et de l'artisanat	1 959 291 464	2 082 023 294
Programme Social d'Urgence	45 000 000 000	
Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 049 627 346	

ANNEXE 13 : EVOLUTION DES DEPENSES PRIORITAIRES

	2011		2012	
	Budget Voté		Projet de budget	
II - Autres actions	398 101 042 204		425 346 363 192	
1 - Appui aux forces de défenses et de sécurité	222 995 331 201		281 474 001 939	
Défense	151 779 861 906		187 717 273 727	
Sécurité	71 215 469 295		93 756 728 212	
2 - Opérations spécifiques	103 420 156 313		46 929 159 298	
Grand Travaux d'investissements	40 000 000 000		22 000 000 000	
Construction du troisième pont	23 000 000 000		8 000 000 000	
Autres opérations spécifiques	40 420 156 313		16 929 159 298	
3 - Autres actions prioritaires	71 685 554 690		96 943 201 955	
Contrôle des dépenses d'abonnement et du patrimoine	9 536 503 296		9 793 195 723	
Protection civile et environnementale	4 570 575 147		4 879 926 921	
Justice	18 611 402 103		37 286 423 011	
Autres actions	38 967 074 144		44 983 656 300	
TOTAL	1 238 248 983 878		1 405 351 491 030	

